

LE MONDE LIBERTAIRE

www.monde-libertaire.fr

ISSN 0026-9433

«I'll be back!»

R2D2

N° 1633

du 28 avril au 4 mai 2011

hebdomadaire de la Fédération anarchiste, adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes

NI DIEU NI MAÎTRE



M 02137 - 1633 - F: 2,50 €



Editorial

Sommaire



La France glisse léthargiquement en état d'urgence. Les voix contestataires se font toujours aussi mal entendre et les politi-chiens de tous les bords de l'échiquier politique recommencent leurs bâillements, dressant des plans sur la comète qui, pensent-ils, leur ouvriront grand les portes de l'Élysée en 2012. Mais derrière leurs aboiements, c'est bien une guerre de classes qui se perpétue rageusement. Les travailleurs continuent à suer sous les fouets de leurs exploiters, et certains en viennent même à mettre fin à leurs jours pour en finir avec cette vie de merde, ces boulots exténuants gangrenés par des logiques de management libéral de plus en plus oppressantes. Outre le travail, c'est toute la société qui continue à pourrir. L'extrême droite refait abondamment surface, et ce n'est malheureusement pas qu'un fantôme militant. Profitant de la misère sociale, elle revient en courant, à la rescousse d'un Capital ébranlé par les colères nées de ses crises. Les graines fascistes et fascisantes germent un peu partout et croissent à vive allure. Nous en voulons pour preuve la nouvelle Constitution hongroise, tout droit sortie d'un bain de nationalisme, de conservatisme religieux et de xénophobie. Partout en Europe, l'extrême droite ne semble plus se limiter aux petits groupes traditionnels de décervelés fanatiques de la croix gammée. Elle devenue, bien au contraire, une force politique influente qui essaie de s'implanter partout, y compris – nous l'avons déjà vu dans ces colonnes – dans les syndicats. Et ce ne sont pas les urnes qui l'empêcheront de croître. La seule riposte viable, c'est, encore et toujours, la construction et le développement des luttes sociales (en étant vigilants à l'entrisme de l'hydre fasciste), seuls chemins pour l'avènement d'un monde meilleur.

Actualité

Sur le front social, par J.-P. Levaray, page 3

Météo syndicale, par M. Silberstein, page 5

L'Autruche, par F. Ladrissé, page 5

La santé publique, ou ce qu'il en reste, par P. Schindler, page 7

Arguments

Les hirondelles de fer, par A. Bernard, page 9

Esquisse d'une Europe réactionnaire, par M. Silberstein, page 12

International

Sur les terres d'Almeria, par R. Pino, page 13

L'État du Chiapas, toujours et encore en guerre contre l'autonomie, par G. Goutte, page 14

Histoire

Mutuellistes et collectivistes dans l'Internationale, par C. Fréjaville, page 16

Lecture

Louise Michel en Nouvelle-Calédonie, par Paco, page 19

Théâtre

Une baleine au théâtre, par M.-C. Calmus, page 20

Mouvement

C'est pas du cinoche, par Bibo, page 21

La vie du mouvement, page 21

La plus active des radios, page 22

L'agenda vous appelle, camarades, page 23

Tarifs

France et étranger

(hors-série inclus)

3 mois, 12 n^{os} 25 €

6 mois, 25 n^{os} 50 €

1 an, 45 n^{os} 75 €

Règlement à l'ordre des Publications libertaires, à joindre au bulletin à renvoyer à :

Le Monde libertaire - 145, rue Amelot - 75011 Paris - France

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Bulletin d'abonnement

Abonnement de soutien

1 an, 45 n^{os} 95 €

Pour les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine.

Gratuit pour les détenus.

Les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement bancaire international

(IBAN: FR76 4255 9000 0621 0076 4820 363).
(BIC: CCOPFRPPXXX)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière feuille de routage.

Sur le **front** social



Jean-Pierre Levaray

LE MOUVEMENT POUR LES RETRAITES de l'automne dernier avait été enthousiasmant par le nombre de participants, par la volonté de gagner, par les intentions de dépasser les bureaucraties syndicales et enfin par les tentatives (souvent plus symboliques qu'autre chose) de radicaliser les actions.

Reste qu'on a perdu et bien perdu. À cause d'un gouvernement qui se positionne comme les patrons de choc que nous connaissons par ailleurs ; à cause des journées d'action saute-mouton et non d'une grève générale et à cause de dirigeants syndicaux timorés, mais c'est un pléonasme.

Cet échec a créé du ressentiment, un repli sur soi et même une crise identitaire chez les salariés. Le FN a essayé, de manière marginale mais spectaculaire, de s'y engouffrer et, lors des élections professionnelles, les syndicats plus radicaux ont vu leurs résultats chuter au profit des syndicats mous (Unsa à la SNCF, par exemple). La colère et le désespoir n'aboutissent pas toujours à la lutte, c'est parfois le contraire qui se passe.

Pourtant, depuis quelques semaines, les choses semblent changer. Il faut dire que les attaques sont lourdes et que les fins de mois sont de plus en plus difficiles. Les chiffres communiqués par l'Insee disent que le pouvoir d'achat augmente, mais il s'agit d'une moyenne. Les inégalités de revenus ne ces-

sent d'augmenter, si bien que la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers et employés est masquée par la hausse des revenus d'une infime partie des Français les mieux payés, dont les revenus ont explosé ces dernières années.

En 2009, 2010, « crise » oblige, les salariés, craignant pour leur emploi, avaient mis leurs revendications salariales en sourdine, alors même que les progressions des salaires étaient les plus faibles. Les directions patronales n'ont proposé que des augmentations de salaire de 1 ou 2 % sans aucune marge de négociations. Quand on a vu les résultats de certains groupes, ça ne pouvait qu'attiser le ressentiment. À cela se sont ajoutées la baisse profonde du pouvoir d'achat due aux hausses des tarifs de l'électricité, du gaz et de l'essence, les assurances, ainsi que les dépenses de logement et les prix qui valent depuis des mois. Comme dirait un consultant auprès des DRH : « Quand vous avez un sentiment de ne pas être entendus, c'est logiquement la question des salaires qui revient. Pour les prochains mois, c'est une situation potentiellement explosive. »

Et ça explose (ou presque). Les conflits pour les salaires se multiplient.

Dans les grands groupes, où il est quand même plus facile de se mobiliser, il y a eu des mouvements (Alcatel, Thalès, Airbus, Decaux, Valéo) mais il y en a eu également



dans des secteurs moins revendicatifs. Notamment la grande distribution (Carrefour, But, Ikéa, Système U, Intermarché). Un secteur qui cumule flexibilité, précarité, temps partiel... On avait déjà assisté à une montée de l'insatisfaction chez le personnel de Carrefour depuis 2009, mais cette fois la colère est montée d'un cran. Après des propositions ridicules de la direction, près de 150 magasins Carrefour se sont mobilisés et se sont mis en grève le 9 avril. Ils ont obtenu une augmentation des salaires de 2 %, une prime exceptionnelle de 200 euros, une remise de 10 % sur les achats dans l'enseigne et l'engagement de la direction de proposer une prime de vacances. Bien sûr ça ne semble pas grand-chose, mais c'est une première avancée pour un secteur où il était jusqu'à présent plus que difficile de faire grève.

À Toyota-Onnaing, dans le Nord, les salariés ont fait quinze jours de grève pour obtenir 800 euros pour le lancement de la Yarris et un treizième mois.

Chez Ferrero, près de Rouen, l'usine qui fabrique les pots de Nutella et les barres Kinder Bueno, c'est la première fois depuis que l'usine a été ouverte il y a trente-sept ans que les salariés ont fait grève. Au bout de quatre jours de grève, ils ont obtenu une augmentation des salaires et une prime de 30 euros.

Les exemples pourraient s'égrainer par dizaines (Roc'Eclerc, Interep, etc.), même dans des secteurs jamais touchés du BTP ou de l'alimentation (plusieurs fromagers ont connu des mouvements de grève). C'est le signe que la capacité de mobilisation des salariés est encore intacte. Pour l'instant il s'agit du porte-monnaie, à nous de leur proposer d'autres combats.

J.-P.L.

Dessin de Thirion Christian



LE GESTICULATEUR DE L'ÉLYSÉE, sentant qu'un nouveau vent de révolte est en train de souffler, et que les élections se rapprochent, fait ce qu'il a l'habitude de faire : il occupe le terrain médiatique avec du flan sur le thème du pouvoir d'achat. Alors que les négociations sur les salaires sont bloquées et que les syndicats n'ont pas été consultés, Sarkozy continue ses effets d'annonce. Faire mine de proposer une prime de 1000 euros pour les salariés qui travaillent dans des boîtes faisant des dividendes, c'est déjà être sûr que presque personne ne sera touché. Sarkozy et son gouvernement ont voulu acheter les votes populaires avec 1000 euros, mais ça, même les patrons n'ont pas voulu le suivre.

Sarkozy a bloqué le Smic pendant cinq ans. C'est si long et si dur que ces 10 % des

salariés qui touchent le Smic peuvent être presque rajoutés aux 8 millions de travailleurs pauvres. On ne peut pas vivre décemment à ce prix.

Le salaire médian est de 1500 euros, c'est-à-dire que 50 % des salariés gagnent moins. La principale ponction du « président du gagner plus » a été un appauvrissement de ceux qui produisent l'essentiel des richesses de ce pays et qui n'en reçoivent pas la part qu'ils méritent.

Dix points ont été pris aux salaires par les profits. Et tout ce que trouve à faire Sarkozy c'est d'alléger l'impôt sur les grandes fortunes. Pendant que la France bat le record historique de chômeurs, 5 millions !

Pour la deuxième année consécutive, le gel du salaire de 5 millions de fonction-

naires a été annoncé dans le même temps. Ni l'intéressement, ni la participation ne sont du vrai salaire, avec cotisations sociales. Les primes ne remplacent pas non plus la hausse régulière et le rattrapage des salaires.

Enfin, prenant sans doute les prolos pour des cons n'ayant aucune mémoire, Sarkozy a trouvé le moyen de retourner dans les Ardennes pour la jouer populaire et près du peuple. Le candidat puis le président « du pouvoir d'achat et de l'augmentation des salaires » était déjà venu voir ces ouvriers par deux fois pour les caresser dans le sens du poil. Cette fois, son discours n'a pas été entendu. Il est plus que temps.

Allez, fichez moi ça dehors.

J.-P.L.

Météo syndicale

Un combat syndical émancipateur !

Une récente note interne de la direction centrale des CRS régit la consommation et la détention d'alcool des «compagnons républicains de sécurité». Qualifiée d'«exagérée» par le principal syndicat policier, Unité police SGP-FO, qui réclame le maintien «du petit quart de vin accompagnant les repas sur le terrain, dans la mesure où le repas est servi à l'abri de la vue du public». FO, tout à son zèle juridique, a rappelé que le Code du travail «permettait une consommation de boissons alcoolisées lors de la prise de repas». Vive les apéros pinard-lacrymotonfa enfermés dans les camions bleus !

Entrisme syndical

Relatées dans *Le Monde libertaire* n°1631, les récentes tentatives du FN pour déliter les syndicats de l'intérieur, en faisant émerger des syndicalistes se réclamant de ses idées prétendument ouvriéristes, se poursuivent. Le Cercle national de défense des travailleurs syndiqués, émanation du FN, a été créé en mars. Son propos – «Face aux discriminations politiques qui sévissent au sein de

certaines organisations syndicales françaises et face aux exclusions dont sont victimes des militants du FN, nous avons décidé de créer une association de défense des intérêts sociaux, moraux et juridiques de ceux-ci» – est conforme à la stratégie rhétorique du «nouveau» FN: retourner les arguments de ses adversaires, faire siens ses combats, bref, organiser le leurre et la duperie des salariés. Sur la question du rôle des syndicats contre l'extrême droite, on consultera avec grand intérêt le site Vigilance et initiatives syndicales antifascistes (www.visa-isa.org).

Le travail tue

Pendant ce temps, on meurt au travail. Sordide exemple, deux suicidés à la Caisse d'épargne (Côte d'Azur et Bourgogne) et une tentative sur le lieu de travail (Bretagne). Dégradation des conditions de travail due à la mise en place d'une méthode de management (gestion et évaluation du personnel) appelée «benchmark interne²» dans le jargon patronal. Une méthode de harcèlement moral institutionnalisée, consistant à entretenir un climat de concurrence de tous contre tous. Face au silence de la direction

du groupe, Sud-BPCE a engagé une action en justice visant la Caisse d'épargne Rhône-Alpes (où fut initiée l'expérience sur sujets humains du benchmark), pour «manquement grave à l'obligation de résultat que la loi instaure en matière de santé physique et mentale des salarié(e)s». Une sage et saine utilisation du Code du travail (voir le début de ce billet, au sujet du vin)...

Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste
et Sud-Culture

1. À l'attention des lecteurs hâtifs: le titre et la conclusion de ce paragraphe, sous forme d'antiphrase, sont totalement ironiques...

2. Benchmark, terme anglais signifiant «étalon, repère».



Quand l'autruche éternue...

Saucisses purée ? Schiste bon marché !

TIRANT TÊTE HORS DU TROU, QU'ENTENDS-JE ? Déjà j'apprends comme ça que Kate picolerait ? Quelles mauvaises langues, tout de même, vous êtes ! Nous parlons, tout de même, de la future reine d'Angleterre ! N'empêche, la Kate «apprécie de temps à autre un petit verre de Jack Daniel's, ou un cocktail Crack Baby». Champagne, vodka, fruits de la passion le cocktail, woua, vas-y baby craque, on te suit et nous comprenons tout à fait que tu te pourrisses le foie vu que, de son côté, le prince charmant avoue un net penchant pour, je cite, «les saucisses, accompagnées de purée de pommes de terre». Top glamour, Willie, vraiment. Tant qu'on y est tiens restons-y, dans le registre de la glamouritude, par la grâce de nos amis les bêtes, autrement appelées compagnies républicaines de, paraît-il, sécurité. Ça rôle sous les calots: il serait question de supprimer le quart de rouge accompagnant les policières collations ! La SGP-FO de chez les CRS profite de l'occasion pour nous faire savoir qu'il n'y aurait, chez eux, «pas plus de personnes touchées par des problèmes d'alcool qu'ailleurs». Comme si on en avait douté... Et le syndicat de dénoncer «une atteinte aux traditions» telles que l'ivrognerie de caserne, le bourrage de gueule pré-manif ou l'apéro de cinq heures du mat'. Dès lors, monte des rangs un cri: «Laissez-nous picoler !» Mais oui, mais laissez-les, déjà qu'ils sont amers, paraît-il, et moroses, suite à la mise en place de la nouvelle garde à vue. Un autre syndicaliste de chez pouloga

prévient que la procédure aura pour conséquence une avalanche de demandes en annulation, entraînant «la remise en liberté de nombreux auteurs de délits et crimes». On en tremble d'avance. Mais on tremble plus encore en constatant que, sur d'autres fronts, c'est bien les fous qui sont lâchés: Jean-Marie Chevalier, économiste bizarre (redondance), voit dans l'opposition à l'exploitation des gaz de schiste un «exemple de lâcheté collective», et constate que «le pays de Descartes bascule dans l'émotionnel pur». Chevalier doit baver de bonheur devant le dernier rapport ayant rouvert le débat, rapport selon lequel il serait idiot de se priver «d'une source d'énergie plutôt bon marché, susceptible de limiter le déficit de la balance commerciale». Sacro-sainte balance... Et si vous avez l'impression d'avoir déjà entendu ce genre de discours au sujet, par exemple, du nucléaire, c'est que, schiste ou centrales, les «experts» sont les mêmes, sortis des mêmes écoles avec la même morgue affichée, et les mêmes sponsors, EDF, Total... Nous n'avons, cependant, rien à craindre: désormais lancé en campagne, SuperSarko va s'empresse de nous débarrasser d'eux, il l'a rappelé, au Havre: «Je prends une décision et tout à coup je vois une floraison d'experts. Des experts, il y en a beaucoup, beaucoup.» Puis de conclure, assez curieusement: «Lla France n'a pas besoin d'experts, elle a besoin d'acteurs !» Feint-il d'ignorer que rien n'empêche d'être l'un et l'autre et qu'on peut être, n'est-ce pas Sarko, expert en comédie ?

Quoi qu'il en soit, le voilà reparti en tournée dans les cours d'usines. Aux gars du Havre il est venu dire que les conflits sociaux dans les ports, «ça nous a fait un mal considérable, surtout que, dès que quelqu'un fronçait les sourcils, on cédait. Évidemment, ça crée des habitudes !». Ah ah, non mais quel talent chez le comique ! Il n'arrivera pas cependant à nous faire autant rigoler que la mère Bachelot, laquelle vient de découvrir, estomaquée et comme sous le choc, que «le taux de mortalité est nettement plus élevé chez les centenaires que dans les autres catégories de la population». Trait d'humour, de la part de Roselyne ? Pas même. Dans le registre des incongruités, la palme revient néanmoins à l'officier français auquel on demandait, l'autre soir à la télé, dans quel état d'esprit se trouvaient les soldats de son bataillon, engagé en Afghanistan, et dont un venait, bêtement, de se faire dessouder: «les hommes sont abattus», s'est-il contenté de commenter.

Frédo Ladrissé

<http://quand-l-autruche-eternue.over-blog.com/>

Tri sélectif

Le ministre italien des Affaires étrangères a émis une «ferme protestation» après l'annulation des trains au départ de Vintimille vers la France. L'Italie réclame des «éclaircissements pour les mesures décidées qui apparaissent illégitimes et en claire violation des principes européens». Il n'y a qu'à transmettre à Guéant.

Les étrangers malades condamnés à mort

On s'y attendait, ça y est, c'est fait : le Sénat a adopté en deuxième lecture de la loi sur l'immigration un amendement qui scelle le sort des étrangers malades qui pouvaient jusqu'à présent bénéficier d'un titre de séjour pour raisons médicales. C'est maintenant l'absence de traitements qui déterminera si une personne malade peut bénéficier d'un titre de séjour pour soins. Or, on sait que dans la plupart des pays du Sud, ces traitements ne sont pas accessibles aux parties les plus défavorisées de la population.

Roms en danger

Depuis cet été, la situation des Roms ne s'améliore pas : non seulement ceux qui sont originaires de Roumanie et de Bulgarie n'ont quasiment aucun droit en France, mais des demandeurs d'asile macédoniens, serbes ou kosovars sont privés des droits dont ils devraient pourtant théoriquement bénéficier.

Garde à vue

Pour se mettre en conformité avec la législation européenne, un arrêt de la Cour de cassation a imposé une application immédiate de trois dispositions phares : la présence d'un avocat tout au long des audi-

tions, son accès aux procès-verbaux d'audition et le droit au silence du gardé à vue. Mais, selon l'union syndicale des magistrats : «On sera dans l'improvisation totale, il faudra compter sur la bonne volonté de chacun»... Or, les avocats auront deux heures pour se rendre au poste afin d'assister à la première audition, mais rien n'est précisé pour les auditions suivantes (en soirée par exemple), ni pour leur mode de rémunération. Enfin, dans la plupart des commissariats, il n'existe pas de local confidentiel pour que les avocats s'entretiennent avec leurs clients. Un bon argument pour que les keufs, déjà très contrariés par cette mesure ne jouent pas vraiment le jeu, d'autant que tous les gardés à vue ne seront pas concernés (trafics de drogue et le fameux soupçon de terrorisme)! Ça promet un joli cafouillage.

Acharnement

Georges Cipriani a été réincarcéré à temps plein dans la prison d'Ensisheim, tandis qu'il aurait dû vivre son premier jour de liberté conditionnelle depuis vingt-quatre ans. Mais, le parquet a immédiatement fait appel de cette décision, suspendant ainsi sa sortie prévue, dans l'attente de l'audience qui n'aura lieu que le 28 avril. Nous sommes révoltés par ce retour en prison, qui porte un coup très dur à Georges Cipriani. Cette mesure perverse déstabilise son projet de vie après la prison, le coupe de nouveau de ses proches et rend plus précaire encore sa situation de travailleur. Jusqu'où l'État ira-t-il dans son acharnement à détruire les militants d'Action directe? Jusqu'à quand, six ans après la fin de leur période de sûreté, seront-

ils soumis à des procédures arbitraires qui retardent toujours leur libération?

On n'arrête pas le progrès!

Un jeune détenu de 23 ans est mort après s'être pendu en utilisant son kit anti-suicide. Explication : une série de mesures destinées à lutter contre le suicide en prison avait été instaurée en 2009. Parmi les dispositions figurait la généralisation de ces «kits de protection» destinés aux détenus susceptibles d'attenter à leurs jours, et contenant notamment des matelas antifeu et des pyjamas en papier à usage unique pour éviter les pendaisons. C'est tristement réussi!

Réappropriation

Selon Le Canard enchaîné, une bande organisée a tenté de soutirer deux millions d'euros, après s'être procuré le numéro de compte bancaire de l'Élysée. Ce n'est qu'un début!

L'école condamnée à mort

La suppression programmée de 9 000 postes d'enseignants et de remplaçants, dans le cadre de la politique du non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite, devrait déboucher sur la fermeture pure et simple de 1 500 à 3 000 classes de primaire et de maternelle à la rentrée 2011.

Détox!

Le taux de décès par overdose a été réduit de plus d'un tiers aux alentours de la première salle de consommation de drogue mise en place il y a huit ans à Vancouver (Colombie britannique, ouest du Canada).

PAVÉ D'ANAR AVEC SADIA ET MAZOGH KROKAGA



La santé publique, ou ce qu'il en reste

Patrick Schindler

Groupe Claaaaaash
de la Fédération anarchiste

L'hémorragie de l'hôpital public

Depuis quelques années, le gouvernement a délibérément organisé la faillite financière des hôpitaux publics, en laissant filer leurs déficits pour cause de sous-financement: 189 millions en 2006, 479 millions en 2007, environ 1 milliard en 2008, soit des déficits multipliés par 5 en deux ans. De fait, la dette des hôpitaux grimpe aussi en flèche: 201 milliards en 2008 contre à peine 8,2 milliards il y a dix ans. Pour combler son déficit, chaque hôpital a dès lors l'obligation d'appliquer un plan de restructuration. En conséquence, pour la première fois en 2009, les hôpitaux publics ont perdu 1 800 emplois en France. Et ce n'est qu'un début, puisque compte tenu des déficits structurels des hôpitaux publics (pour cause de sous-financement), ce sont 20 000 emplois qui risquent d'être supprimés d'ici 2012 selon la Fédération hospitalière de France. Au menu du plan de restructuration 2012, ce sont, par exemple, 4 000 suppressions de postes qui sont prévues d'ici 2012 en région parisienne, 800 postes supprimés d'ici 2013 (déjà 200 en 2009) en région lyonnaise, 650 postes prévus (soit près de 10 % de l'effectif) au Havre, 208 à Caen, etc.

Dans le même temps, la loi Bachelot a renforcé la place des cliniques privées qui devraient largement profiter de la saignée de l'hôpital public pour gagner encore des parts de marché. Or, la France a déjà le record d'Europe pour la part du privé lucratif dans l'activité hospitalière: 34 % contre 25 % en Allemagne et en Italie et même 0 % en Belgique et aux Pays-Bas, car le privé lucratif y est interdit. D'ores et déjà, dans 70 villes françaises, le secteur privé est en situation de monopole sur certaines spécialités de chirurgie, ce qui oblige les patients à subir des dépassements d'honoraires non remboursés (66 % des dépassements pratiqués en cliniques ne sont pas couverts par les complémentaires santé). Le taux de rentabilité des cliniques privées atteignait 16 % en 2005, permettant la distribution d'énormes dividendes à leurs actionnaires.

À la bonne santé des cliniques privées

La loi Bachelot (votée au printemps 2009) ouvre aux établissements privés la possibilité de choisir à la carte les missions de service public. L'objectif est d'accroître la concurrence entre établissements (publics et privés), mais sans que les mêmes obligations soient imposées au privé. Le privé lucratif sera ainsi libre d'exercer les missions les plus rentables en laissant au public les missions les plus com-

plexes et les moins rentables, notamment l'aide médicale d'urgence. Par exemple, l'hôpital public fait face au débordement croissant des urgences avec 16 millions de passages par an, dont plus de la moitié devrait relever de la permanence des soins (c'est-à-dire des médecins de garde qui disparaissent depuis que la droite a mis fin en 2003 à l'obligation pour les médecins de participer à la permanence des soins).

À travers la convergence tarifaire public/privé et la systématisation de la tarification prévues dans la loi de financement de la Sécurité sociale (la loi Bachelot fait l'impasse sur le financement de l'hôpital public pourtant critique), le gouvernement accélère par ailleurs la mise aux normes de marché des hôpitaux publics. La tarification se fera désormais au volume d'actes, sans tenir compte de la qualité qui peut varier pour un même type d'acte, ni des complications éventuelles liées à certains patients.

Un modèle unique public/privé

Censé inciter à la productivité, ce système de tarification inspiré du privé conduit à un sous-financement chronique des hôpitaux publics qui reçoivent les publics les plus difficiles (et notamment les multipathologies des personnes âgées et des SDF). Il conduit les hôpitaux à fermer massivement des lits pour maximiser les taux d'occupation, ce qui conduit à des pénuries périodiques de lits et à des risques de crise sanitaires dont les plus pauvres seront les premières victimes.

Avec la loi Bachelot, la gouvernance de l'hôpital public sera désormais calquée sur le modèle privé. L'autonomie apparente des hôpitaux est renforcée avec la possibilité pour le directeur de moduler les rémunérations des personnels, ce qui va conduire à l'instauration d'un véritable marché des personnels et accélérer le pillage de certaines spécialités médicales par le secteur privé. Le pire étant pour l'hôpital public l'impossibilité d'offrir à tous l'accès à certains actes (allongement des listes d'attente avec comme seule alternative le privé et ses gigantesques dépassements d'honoraires). Cette convergence du système public vers les normes du privé se fait au détriment des missions de service public des hôpitaux, obligés de les rogner pour survivre financièrement. Les établissements vont en effet chercher à sélectionner les malades et les pathologies, en se concentrant sur les plus rentables et les moins complexes.



La mort de l'hôpital de proximité

Sous couvert de mutualisation et de mise en réseau des soins, le gouvernement va utiliser les nouvelles « communautés hospitalières » ainsi que les désormais toutes-puissantes Agences régionales de santé (ARS) pour accélérer le recul de l'offre de soins. Elle détourne ainsi les objectifs positifs de mutualisation et de décloisonnement qui sont pourtant urgents, compte tenu de la complexité et des inégalités du système de santé. Le dévoiement voulu de ce système permettra notamment de dissimuler la poursuite de fait des fermetures d'établissements, en les vidant de la plupart de leurs services et en maintenant l'illusion de leur survie via une mise en réseau avec les plus gros hôpitaux et notamment les CHU.

On constate par exemple une diminution drastique du nombre de maternités : 1379 maternités en 1975, 694 en 2001, 617 en 2007 et 584 début 2008, soit une baisse de 60 % du nombre de maternités alors que la population française a augmenté de 18 % dans le même temps. D'ores et déjà, certains départements se retrouvent avec une seule maternité, ce qui multiplie les risques sanitaires liés à l'éloignement (de nombreuses localités se trouvent ainsi à plus de 45 minutes de l'hôpital, délai considéré comme critique en cas de complications de grossesse). Les services qui pratiquent les IVG ferment également les uns après les autres, laissant à la rue des personnes fragilisées, pour le plus haut contentement des activistes anti-IVG.

Les malades étrangers condamnés à mort

Nous avons déjà annoncé dans un précédent *Monde libertaire* la probable condamnation des étrangers malades. Le mercredi 13 avril dernier, les sénateurs UMP et centristes l'ont fait. Le Sénat a adopté en deuxième lecture de la loi sur l'immigration un amendement qui scelle le sort des étrangers malades qui pouvaient jusqu'à présent bénéficier d'un titre de séjour pour raisons médicales. Pourtant, en première lecture, les mêmes sénateurs avaient refusé la remise en cause de ce droit et rejeté l'amendement qui le démantelait, contre l'avis du gouvernement. C'est un amendement encore plus dangereux que le Sénat a voté. La loi indiquait jusqu'alors qu'un titre de séjour pour soins pouvait être octroyé à tout étranger gravement malade qui ne pouvait bénéficier d'un accès « effectif » aux soins qui lui étaient indispensables.

L'Assemblée nationale et le gouvernement ont tenté de modifier ce critère, pour parler de « disponibilité » de traitements. Or, c'est bien parce qu'un traitement peut être disponible dans un pays, mais inaccessible aux personnes, pour des raisons géographiques ou financières, par exemple, que les sénateurs avaient refusé cette modification qu'ils avaient jugé inutile et dangereuse. Mais les sénateurs de la majorité gouvernementale ont adopté la modification du critère dans un sens bien pire : c'est maintenant l'absence de traite-



ments qui déterminera si une personne malade peut bénéficier d'un titre de séjour pour soins. Or, pour prendre l'exemple du VIH, presque tous les pays du monde possèdent des traitements ; mais en quantité très insuffisante, dans des conditions de prise en charge de mauvaise qualité, à un prix prohibitif ou réservé à une élite – sans même parler des ruptures de stock, en augmentation depuis deux ans. Les traitements ne sont donc « absents » nulle part dans le monde, mais restent de fait inaccessibles à la plupart des malades.

Dans des « circonstances humanitaires exceptionnelles », c'est au préfet qu'il reviendrait de prendre la décision. On passe donc d'un dis-

positif de plein droit à l'arbitraire fondé sur la définition que chaque préfet aura de ces circonstances. Et avec quelle garantie du respect du secret médical ? Les sénateurs n'ont pas écouté les recommandations faites par les associations et les professionnels de santé. Et pour atteindre quel objectif ? Celui de Claude Guéant, qui veut encore réduire de façon drastique le nombre d'étrangers en France, pour séduire les électeurs du F-Haine ? Ce type de mesure colle bien à ce scénario démagogique et assassin !

P. S.

Les hirondelles de fer

Les printemps arabes



André Bernard

Cercle libertaire Jean-Barrué (33)
de la Fédération anarchiste

PAR DES CONJONCTURES MAJEURES, le début de l'année 2011 fut pour le moins contrasté; tragiques, dramatiques, toujours d'actualité, ces événements nous tiennent encore en haleine.

D'un côté, au Japon, à Fukushima, la puissance atomique que l'on ne maîtrise plus déverse son horreur dans l'océan, dans les airs et sous la terre; ce péril, souvent dénoncé par nos Cassandre écologistes, dit maintenant plus qu'à l'évidence que, après Three Mile Island (1974) et Tchernobyl (1986), il nous faudra sortir du nucléaire et assurer nos besoins énergétiques autrement.

D'un autre côté, un printemps démocratique arabe, que personne n'attendait, se propage de pays en pays avec un «effet de dominos»; cet inimaginable renouveau que personne n'espérait, certains le préparaient de longue date, méticuleusement.

Ainsi, les différentes révoltes arabes qui se succèdent – et bien qu'il ne s'agisse «que» d'avancées démocratiques très improbables –, la presse s'est plu à les parer du terme de «révolutions». Pour autant, avec toutes les critiques que nous pouvons apporter à une idée démocratique pervertie, à notre propre démocratie représentative corrompue, nous ne pouvons que préférer cette dernière, faute de mieux, aux différentes dictatures qui régnaient et qui règnent encore au sud de la Méditerranée.

De plus, notre solidarité morale – et éventuellement concrète – avec ceux qui se révoltent se heurte à la posture antiguerrière du refus d'intervenir militairement par gouvernement interposé; soulagés sommes-

nous, presque honteux, quand cette intervention a lieu, quand elle reste très relativement ciblée et quand elle évite, provisoirement sans doute, un massacre de masse; soulagés, certes, mais mal à l'aise et insatisfaits parce que l'on sait que là n'est pas la solution, que des enjeux de stratégie politique, que des intérêts économiques pétroliers qui ne sont pas les nôtres guident cette intervention.

En bref, entre impuissance expectative, textes de solidarité généreux, communiqués attendus, insultes et polémiques diverses, notre cohérence militante cherche en vain son équilibre.

«Une» des explications données au jaillement de ce «printemps arabe» – mais nous ne doutons pas qu'il y en ait d'autres –, c'est un complot de l'étranger et, dans les différents cas, un complot ourdi par les États-Unis puisque le nom de Gene Sharp, «citoyen américain», est avancé comme élément déclencheur des événements de Tunisie, d'Égypte, de Libye et de quelques autres pays arabes et d'ailleurs. Lourd fardeau pour un seul homme. Qu'en est-il?

Qui est Gene Sharp? Un professeur d'université quasi inconnu il y a peu; un militant âgé maintenant de 83 ans, un activiste de la non-violence et de la désobéissance civile, mais pas un pacifiste, terme qu'il récuse. Quant à nous, son nom nous était familier depuis plus de quarante ans, mais avouons que nous ne l'avions que très peu lu quand il écrivait ses premiers textes. Son livre le plus connu, un lourd pavé, serait *The Politics of Nonviolent Action*, daté de 1973.



L'homme sort maintenant de l'ombre avec *De la dictature à la démocratie* que l'on peut consulter gratuitement sur la Toile¹.

La mouture définitive de cet ouvrage aurait été écrite en 1993 à la demande de Birmans à la recherche de conseils pour organiser la résistance à la dictature dans leur pays. Ne pouvant librement se rendre sur place, confessant ses connaissances très limitées de la situation sociale et politique du pays, Gene Sharp a proposé un texte très généraliste, surtout théorique, mais facilement adaptable à plusieurs situations.

Ainsi, l'écrit de Sharp – traduit en une trentaine de langues, sinon beaucoup plus – aurait influencé de nombreux mouvements de résistance comme ce que l'on a nommé les «révolutions colorées». Son manuel aurait servi de base de réflexion pour l'action en Serbie, en 2000, avec le mouvement Otpor (mouvement de «guérilla urbaine non violente»); en Géorgie, en 2003, avec Kmara («Assez!») lors de la révolution des Roses; en Ukraine, en 2004, avec Pora («C'est l'heure!»); au Kirghizistan, en 2005, avec Kelkel («Renaissance») et la révolution des Tulipes; en Biélorussie, en 2001, avec Zubr (le «Bison»), etc.

Donc, un texte de combat qui seul, sans doute, n'aurait pas eu grande efficacité mais qui a éveillé l'attention de différents stratèges jusque dans certaines sphères militaires. Ainsi, la désobéissance civile, l'action non violente, sans atteindre les 100 % de réussite, pouvaient montrer une force positive qu'il ne fallait pas négliger. Aussi n'est-il pas étonnant qu'aux propositions de Sharp s'ajoutèrent des apports financier et logistique importants de diverses organisations plus ou moins gouvernementales, et aussi de fondations américaines non gouvernementales qui prétendent toutes défendre des valeurs démocratiques et libérales.

Que cet ouvrage et son auteur soient accusés d'être instrumentalisés par le pouvoir américain se discutera; et ne nous conduira pas, en suivant, à manifester un anti-américanisme primaire tout autant discutable. Il est indéniable cependant que, après la désagrégation du bloc communiste, il s'agissait pour certaines puissances occidentales de ramener le plus grand nombre de zones géographiques dans leur giron. La conjoncture peut être plus complexe pour les pays arabes: le régime du Ben Ali tunisien, par exemple, convenait parfaitement à la France. Mais, partout, le dessein était de contenir les peuples dans une démocratie formelle: la révolution sociale n'était, de toute façon, pas à l'ordre du jour! Il y aura donc un pas de plus à faire; et c'est dans ce sens que nous voudrions porter nos regards. Il s'agira de redonner le pouvoir à la base, à la société civile, ce que ne permet pas la lutte violente et militarisée.

Gene Sharp, donc, aurait également influencé des mouvements de libération en



Lituanie, en Lettonie et en Estonie. On raconte que, lors d'un colloque, Sharp aurait communiqué un brouillon de son texte à une chercheuse lituanienne qui, elle-même, l'aurait transmis à un certain Audrius Butkevicius qui organisa, le 23 août 1989, une chaîne humaine de deux millions de personnes entre les trois petits États, préparant leur séparation d'avec l'Union soviétique en 1991.

La «chaîne humaine» est une des quelque 200 propositions recensées par Sharp pour mener à bien une action non violente; autrement dit, c'est toute une stratégie de la subversion qu'il tend à mettre en œuvre.

La référence de Sharp – même s'il n'est pas cité – au petit livre de La Boétie, *Discours sur la servitude volontaire*, est sans équivoque: il écrit que, une fois leur propre peur vaincue, le pouvoir est impuissant devant des sujets qui le privent de leur soutien et l'empêchent de nourrir sa force. Encore faut-il briser le monolithisme de ce pouvoir en identifiant ses lignes de faiblesse et en provoquant des failles à tous les niveaux de la société: armée, police, gouvernement, entourage, magistrature aux ordres, médias, etc.

Journaliste au *Nouvel Observateur*, Vincent Jauvert, sur son blog du 26 mars 2011, fait référence à Gene Sharp et nous donne sa version des débuts de la révolution du Nil dont les préparatifs datent de 2008: «En résumé, de jeunes "instruits" de moins de 30 ans, familiers de la Toile, qui n'ont connu que la dictature de Moubarak et qui en ont marre des manifs de quelques dizaines de personnes ne menant à rien sauf à la prison, cherchent autre chose. Ils profitent d'un conflit des ouvriers du textile qui veulent se mettre en grève pour ouvrir une page Facebook et appeler à la grève générale à la date du 6 avril. Succès immédiat: en quelques jours, 70 000 contacts s'inscrivent sur la page. Des tracts circulent, on manifeste. Le pouvoir s'inquiète; un ministre lance un appel à la télé pour qu'on ne sorte pas ce jour-là dans la rue. L'Égypte s'arrête. La répression fait des dizaines de morts. Comment continuer? Le petit livre de Gene Sharp circule; on adapte ses conseils à la situation égyptienne, et plus de 300 petits événements sont organisés. On se forme à la désobéissance civile; puis c'est la rentrée au pays de Mohamed El Baradei, prix Nobel de la paix, qui réunit 5 000 personnes à l'aéroport et qui relance le mouvement.

Il s'agit maintenant de faire signer à un million de personnes une pétition en faveur de réformes démocratiques, à visage découvert, sur un site protégé aux États-Unis. Succès! Mais qui ne touche que des gens éduqués. Comment s'adresser au peuple? Un jeune homme, Khaled Saïd, qui fréquentait un café Internet, est tué par des policiers devant témoins. Le meurtre sera l'étincelle. Une autre page Facebook est créée: «Nous sommes tous Khaled Saïd!» Puis des centaines de milliers de personnes sortent dans la rue. Une deuxième manifestation est mise en branle après un scrutin électoral truqué et, après un astucieux détournement de l'attention de la police, cinq cortèges, en une foule immense, envahissent la place Tahrir. Ce point de fixation où convergeront les regards du monde entier verra nombre de provocations, d'attaques de «voyous», de morts. Mais la détermination des manifestants fera basculer quelques militaires dans le camp des insurgés, puis d'autres encore, puis il y aura une annonce de l'état-major de l'armée déclarant ne pas vouloir tirer sur la foule. La partie est presque gagnée... »

Si j'avais à classer mes livres sur les étagères d'une bibliothèque idéale, il y aurait d'abord le petit *Discours de la servitude volontaire* de La Boétie, puis celui de *La Désobéissance civile* de Henry David Thoreau; et puis d'autres, bien sûr. Aujourd'hui, mais peut-être pas en troisième position, je placerais *De la dictature à la démocratie* de Gene Sharp.

Aucun de ces trois ouvrages n'est anarchiste mais chacun porte en lui une dynamique ouverte pour avancer avec des moyens en accord avec notre but.

En effet, depuis longtemps, nous essayons de dire l'importance des «moyens» à employer pour atteindre une fin: l'anarchie. Fin qui n'en sera pas une car notre cheminement nous fait découvrir que l'horizon recule au fur et à mesure de notre progression.

De toute façon, nous sommes en marche, et l'actualité, jour après jour, secoue avec indifférence son panier, nous balançant d'espoirs très brefs en amertume bien réelle et durable. Mais, justifié ou pas, notre pessimisme peut encore attendre des jours meilleurs...

Dans le livre de Gene Sharp, le terme de «défiance politique» (page 21) est employé comme l'équivalent de «résistance non violente», de «lutte non violente» ou de «combat non violent». Nous ne nous arrêtons pas sur cette «défiance» qui ne nous convient guère.

Que nous dit Sharp? Eh bien, dans un premier temps, qu'il faut savoir «faire face avec réalisme aux dictatures» et se garder de tout angélisme; qu'il s'agit de les abattre à moindre coût humain; tout en sachant qu'il n'y a pas de lutte sans victimes et que, la dictature une fois tombée, nous ne serons qu'à un commencement qui ouvrira la porte à d'autres combats pour la justice et pour la liberté; et que cela demandera encore de nombreux efforts: car l'effondrement d'une dictature n'éradique pas pour autant «la misère, la criminalité, l'inefficacité bureaucratique et la destruction de l'environnement», etc.

Sharp rappelle qu'il faut garder en tête que le temps des dictatures est toujours limité (page 53), que la question la plus importante est de savoir comment nous allons entreprendre la lutte.

Si la violence réussit quelquefois à arracher la liberté aux dictatures, le prix à payer est souvent exorbitant, que ce soit par la guerre civile, la guérilla, le terrorisme ou par tout autre moyen (page 26).

Sharp écrit que «la résistance armée ne frappe pas le point faible des dictatures, mais, au contraire, leur point fort». Car il est inutile de s'attaquer au pouvoir avec l'arme que ce dernier maîtrise le mieux : la violence ; pour lui, elle est contre-productive. Il écrit encore que, «en plaçant sa confiance dans les moyens violents, on choisit le type même de lutte dans lequel les oppresseurs ont presque toujours la supériorité».

Presque toujours ! Car le succès des méthodes que préconise Gene Sharp est sans garantie aucune ; et il y a encore un long chemin d'expérimentation à parcourir pour être convaincu que le projet est réalisable. Il y a surtout une pratique à enseigner, une formation à mettre en place, etc. Combien de temps faut-il pour qu'un soldat soit fin prêt pour le combat ?

Nous connaissons l'image récurrente et caricaturale du pacifiste prêt à tout pour éviter un conflit armé, prêt à la négociation humiliante du faible ; Sharp dénonce cette attitude et écrit qu'il faut éviter autant que faire se peut la négociation avec le pouvoir : elle peut être un marché de dupes ; sauf en dernier lieu, quand le combat est gagné et qu'il faut quand même laisser une porte de sortie au dictateur ; mais, sur les questions fondamentales, il n'y a pas de compromis possible (page 32). La paix par la négociation n'est pas synonyme de justice et de liberté (page 37).

Sharp (page 46) pense que le pouvoir ne peut être battu en brèche sans une profonde volonté du peuple, sans une capacité organisationnelle qui retirera sa force aux dictatures et, aussi, sans une certaine habileté dans le refus à consentir. Car d'où vient le pouvoir,

sinon de l'habitude des peuples à l'obéissance ? Encore faut-il rajouter que les dictatures – qui nous paraissent tellement invulnérables –, les dictatures bardées de leur arsenal policier et militaire, de leurs prisons et de leurs camps de concentration ont toutes leur talon d'Achille, leurs faiblesses : luttes internes, gestion inefficace de l'information, opposition de groupes défavorisés, usure du pouvoir, etc. C'est là, nous dit Sharp, qu'il faudra essayer de peser, et il énumère et détaille les points de lutte sur lesquels intervenir.

«L'erreur commune des campagnes de défiance politique [combat non violent et désobéissance] improvisées a été de miser uniquement sur une ou deux méthodes, telles que les grèves et les manifestations de masse. En fait, il existe une multitude de méthodes qui permettent aux stratégies des organisations de résistance de concentrer ou de disperser le mouvement en fonction des besoins» (page 57).

Les champs d'intervention sont donc à classer en plusieurs très larges catégories : la protestation et la persuasion ; la non-coopération, qu'elle soit sociale, économique ou politique ; et l'intervention. Rien que de très banal ; ce qui l'est moins, c'est une volonté de sélectionner ces méthodes «à grande échelle», «dans le cadre d'une stratégie judicieuse, avec des tactiques appropriées», le tout appliqué avec persévérance et discipline (page 57).

Mais il faut avoir en mémoire qu'«il sera extraordinairement difficile, sinon impossible, de désintégrer la dictature si la police, les fonctionnaires et les forces militaires soutiennent pleinement le régime, en obéissant et en exécutant ses ordres».

Cette lutte, pour qui s'y lance, tend à produire une meilleure maîtrise de son comportement et un contrôle de sa peur (page 60). Par ailleurs, ces nouvelles habitudes de combat acquises seront pour l'avenir une précaution, un rempart contre un autoritarisme qui peut venir de son propre camp ; donc, se souvenir qu'il ne s'agit pas seulement d'abattre une dictature mais d'empêcher la venue d'une autre, à naître.

Gene Sharp note que, par le passé, les luttes ont souvent eu un départ spontané, imprévu, accidentel : une arrestation, un meurtre, une injustice, etc. S'enclenche alors un mouvement de la population qui prend parti pour la victime et ose se soulever ; mais cette réaction risque de faire long feu devant la brutalité de la réaction du pouvoir si on ne prévoit pas une action à long terme. Et, dans la lutte, il est important de garder l'initiative. Il n'est pas adéquat de seulement réagir à l'action de l'adversaire. Il faut donc envisager une planification du combat.

Une discussion peut alors s'engager sur la tactique et la stratégie : «Une tactique s'inscrit donc dans une chaîne d'actions limitée et s'insère dans la stratégie, de la même manière qu'une stratégie s'insère dans la stratégie globale.»

On peut regretter que, dans l'ensemble, l'auteur s'en tienne à des généralités. Mais le projet de ce texte a été conçu ainsi. On aurait

souhaité que l'auteur illustre d'exemples son propos théorique. Sans doute l'a-t-il fait ailleurs, mais le lecteur de cette plaquette restera sur sa faim.

De même, ce petit bouquin ne pouvait tenir compte, au moment où il a été écrit, enfin pas de façon claire, des nouveaux outils de communication qu'ont été Twitter et Facebook dans le déroulement des printemps arabes ; ainsi la technique a-t-elle devancé la marche de l'action, paralysant les initiatives du pouvoir au-delà de toutes prévisions.

Le texte de Gene Sharp, répétons-le, n'a pour but que la mise en place de gouvernements démocratiques. Ce n'est pas un manuel clés en main pour une révolution libertaire, c'est sûr, mais ce livre pourrait se révéler être une bonne source d'inspiration pour renouveler nos méthodes d'action. Il se termine par ces fameuses 200 propositions d'action parmi lesquelles dominent la désobéissance, la grève, le boycott, la non-coopération. Citons cependant pour le plaisir les manifestations dénudées, la disparition collective (?), la grève du sexe, «tourner le dos», etc.

Bien que les propos de notre auteur soient toujours très nuancés, à lire Sharp, on se dit que quelquefois il pousse le bouchon un peu loin, que la mariée est trop belle. Pourtant, à la stupeur du monde, ces printemps ont bien eu lieu, avec en arrière-plan les recommandations de Sharp. Manquons-nous, de notre côté, d'imagination politique et sociale pour aller dans ce sens ? Mais la réalité est là qui dépasse nos rêves, sans pourtant effacer nos cauchemars.

Cependant, de la Libye à la Côte d'Ivoire, des hirondelles de fer ont craché et cracheront encore le feu sur la renaissance des peuples africains, éparpillant carcasses humaines et métalliques à tous les vents. C'est aussi la guerre !

Quant à la lutte pour la liberté, qu'elle soit violente ou non violente, elle coûte également. Toute lutte est risque, quelquefois risque de mort.

Si nous ne pensons pas que la servitude soit jamais volontaire, pour s'en extraire, il faut d'abord écarter la crainte. N'ayons plus peur !

Désobéissons !
Désobéissons !
Désobéissons !

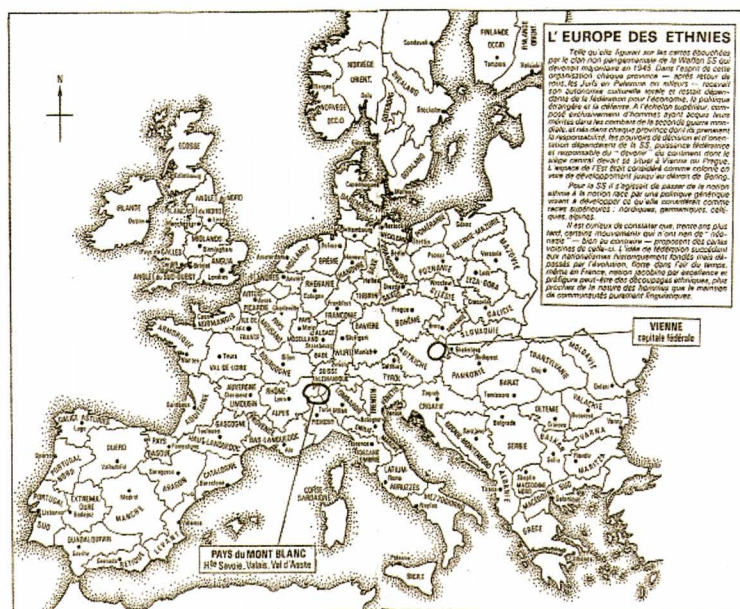
A.B.

1. L'Harmattan, 2011 et disponible sur www.aein-stein.org/organizations/org/FDTD_French.pdf



Esquisse d'une Europe réactionnaire

Les cas finlandais et hongrois



Marc Silberstein

Groupe Louise-Michel
de la Fédération anarchiste

LA FRANCE ET L'ITALIE sont aux mains de qui l'on sait. Mais si l'on regarde ailleurs, bien plus loin et longuement que ce qu'il est possible de faire dans ce court article, de nombreux pays du continent européen voient prospérer des partis aux idées et intentions des plus inquiétantes. Certes, les doctrines en cause ne sont pas totalement homogènes ; il existe des gradations qu'il importe de relever, néanmoins se dessine une tendance xénophobe particulièrement marquée. Deux exemples sont abordés ici.

Finlande

La Finlande semblait assez épargnée par les assauts des partis d'extrême droite qui abondent pourtant en Europe du Nord. Or, le parti des Vrais Finlandais – son nom, rappelant « La France aux Français » du Front national, le « Eigen Volk Eerst » (Notre peuple d'abord) du Vlaams Belang flamand, le « Echte Österreicher » (Authentique Autriche) du FPÖ de feu Jörg Haider¹, suffit à donner le ton – vient de faire une percée électorale d'ampleur, passant d'une situation marginale à un parti susceptible d'entrer au gouvernement. Son leader, Timo Soini, porte des idées récurrentes et communes à l'extrême droite européenne actuelle à vocation gouvernementale : sortie de l'Union européenne et obsession de l'immigration. Cette famille politique se recompose et se reconfigure en vue d'évacuer les compromettantes références au (néo)fas-cisme et au (néo)nazisme typiques des années 1980, quelles que soient leurs dissemblances de surface. Par ailleurs, Soini considère que la Finlande devrait se retirer du protocole de Kyoto², en accord avec l'idée que son pays ne doit pas brider son industrie par des mesures environnementales. Autre point, il refuse, au nom de la religion, le

mariage homosexuel. Se défendant de tout racisme, il convoque sa profonde foi catholique (« Je n'ai peur de personne... sauf de Dieu », assure-t-il) pour justifier qu'il ne saurait l'être, le catholicisme étant à ses yeux une religion prônant l'égalité des hommes. De même, il tente de rendre impraticables les catégorisations usuelles tendant à le classer à l'extrême droite, en arguant de son éloignement de cette famille politique quand il affirme ne pas partager les idées du FN français, avec qui il ne siège pas au Parlement européen.

Hongrie

La Hongrie a adopté une nouvelle Constitution, balayant celle issue des socialistes réformateurs de 1989. Le texte régissant dorénavant ce pays a été initié par le parti Fidesz, qui peut être idéologiquement assimilé à des groupuscules comme le Bloc identitaire, ou à un parti comme le FN. Nationalisme, traditionalisme, ancrage profond dans la religion, etc., sont les principaux points cardinaux de leur boussole doctrinale, ainsi qu'un racisme anti-Roms plus ou moins latent, comme il se doit dans cette partie de l'Europe.

Ainsi, il y est écrit : « Nous sommes fiers que notre Roi, saint Étienne, ait bâti il y a 1 000 ans l'État hongrois sur des fondations solides. » Le préambule de la Constitution fait référence à Dieu et au christianisme en tant qu'ils sont ferments et garants de la nation. Nation politiquement superposable à la nation ethnique, fantasme commun aux extrêmes droites, qui se concrétise ici par la revendication d'une « unité spirituelle et intellectuelle » de la nation hongroise. Quant au mariage, il est constitutionnellement sacralisé en ce qu'il entérine la

notion religieuse de la seule union possible, celle entre un homme et une femme. Bien évidemment, le droit à l'avortement est en danger. En effet, cette nouvelle Constitution affirme : « Depuis sa conception, la vie mérite d'être protégée comme un droit humain fondamental. La vie et la dignité humaine sont inviolables. » Ou encore : « La vie du fœtus doit être protégée à partir du moment de sa conception. » Il y a comme un relent de vaticanerie qui s'exhale de tels propos.

Nommer les extrêmes « extrême »

En France, le plus souvent, les médias de masse, et nombre de politologues télévisuels – ceux qui, en 2007, à la suite de piètres résultats électoraux, prédisaient un effacement du FN de la carte politique française –, parlent de populisme – un terme d'une grande ambiguïté – et de positions ultraconservatrices, ou préfèrent pratiquer la déconsidération via l'accusation d'euroscepticisme (ce qui permet notamment de fondre dans la même catégorie « populiste/eurosceptique » les extrêmes droites et les extrêmes gauches, ces dernières refusant, bien évidemment, une construction européenne capitaliste). Or, c'est le terme « réactionnaire » qui serait

idoine, en ce sens que les références de cette Hongrie fantasmée lorgnent vers un passé idéalisé, celui d'une Hongrie monarchique, éclos dans le berceau spirituel du christianisme. De la sorte, les commentateurs rechignent à asséner qu'il s'agit là d'un régime caractérisé, outre un clientélisme foncier, par un syncrétisme d'extrême droite ethniste et national-chrétien³. En un mot : un « essentialisme ». En un autre mot, pour qui veut une référence historique connue et emblématique : un « pétainisme ». Il est toujours délicat de transposer dans un ailleurs temporel et géographique un terme aussi connoté ; cependant une remarque l'autorise : les extrêmes droites sont toujours des idéologies mixtes, et le pétainisme était caractérisé par un ancrage chrétien, un traditionalisme, un rigorisme moral et un enfermement des mœurs, une référence permanente à la terre et au travail, adéquatement condensés dans la devise « travail, famille, patrie ». C'est une doctrine matricielle, moins singulière et absolue que le nazisme, qui peut servir d'aune pour évaluer toutes les doctrines dévastatrices de l'idée même d'humanité une et multiple. Vu de France, et de nos réfé-

rences historiques, c'est un néopétainisme européen qui se dessine, celui auquel rêve Le Pen depuis plus de cinquante ans. **M.S.**

1. En mai 2007, au moment de l'élection à la présidence de la République française du futur propagandiste de l'identité nationale, il déclarait : « C'est une ironie de l'histoire que les Français élisent maintenant leur Jörg Haider, et une satisfaction que le Napoléon de poche, Jacques Chirac, appartienne désormais au passé. »

2. Rappel : traité international (onusien) visant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

3. Il existe certes en Hongrie un parti encore plus à droite, et foncièrement antisémite, le Jobbik, en ce sens qu'il se distingue du Fidesz quant à son opposition totale à la construction européenne ; or la Hongrie du Fidesz préside actuellement l'Union européenne.

Sur les terres d'Almeria

LES CONDITIONS DE TRAVAIL dans les serres de la région d'Almería sont continuellement dénoncées par le Soc¹ et son porte-parole, Spitou Mendy. Il faut dire que ces conditions sont assez proches de l'esclavage. La main-d'œuvre qui y est employée est exclusivement composée de travailleurs immigrés « logés » dans des cabanes sans eau ni électricité, loin des centres urbains. Cette situation est également dénoncée par la Plateforme pour une agriculture socialement durable², association basée à Gland, en Suisse.

La Plateforme invite les consommateurs européens à soutenir la lutte des travailleurs de l'entreprise espagnole Bio Sol Portocarrero.

Nous l'avons dit, l'exploitation éhontée des travailleurs immigrés dans la « mer de plastique » d'Almería a été maintes fois dénoncée par le Soc (nous en avons régulièrement rendu compte dans *Le Monde libertaire*). Le Soc appelle aussi au soutien des consommateurs contre le licenciement sans motif des salariées marocaines de l'entreprise Bio Sol Portocarrero. Ces femmes immigrées ont travaillé durant des années dans des conditions d'exploitation maximale : logements en bidonvilles, salaires minimums, heures supplémentaires non payées, travail à la chaîne avec pause de cinq minutes maxi pour aller aux toilettes...



Bio Sol qui est une des plus grandes entreprises de la région d'Almería, se présente comme un modèle de la production de fruits et légumes « bio » (créneau de plus en plus juteux). 98 % des récoltes sont destinés à l'exportation sur le marché européen. Les conditions de travail particulièrement scandaleuses dans cette région ont été également dénoncées dans la presse notamment suisse, anglaise (*Guardian*) et française (*Le Monde libertaire*), etc. Du coup, les grands distributeurs en Suisse ont été amenés à exiger certaines explications à Bio Sol, et à stopper leurs commandes dans l'attente de réponses satisfaisantes à leurs questions.

Pour appuyer les revendications du Soc, la Plateforme invite les consommateurs à

adresser des messages de protestation contre l'exploitation des migrants à l'entreprise Bio Sol Portocarrero, Carretera de Nijar San José, E. 04 100-Nijar, Almería, ainsi qu'à l'association des entrepreneurs d'Almería : Asempal, Paseo de Almería, 69, 7a planta, E. 04 001-Almería. Ces actions s'inscriraient dans un soutien au Soc, pour l'obtention de conditions sociales décentes et particulièrement dans une production qui se prétend écologique et durable.

Ramon Pino

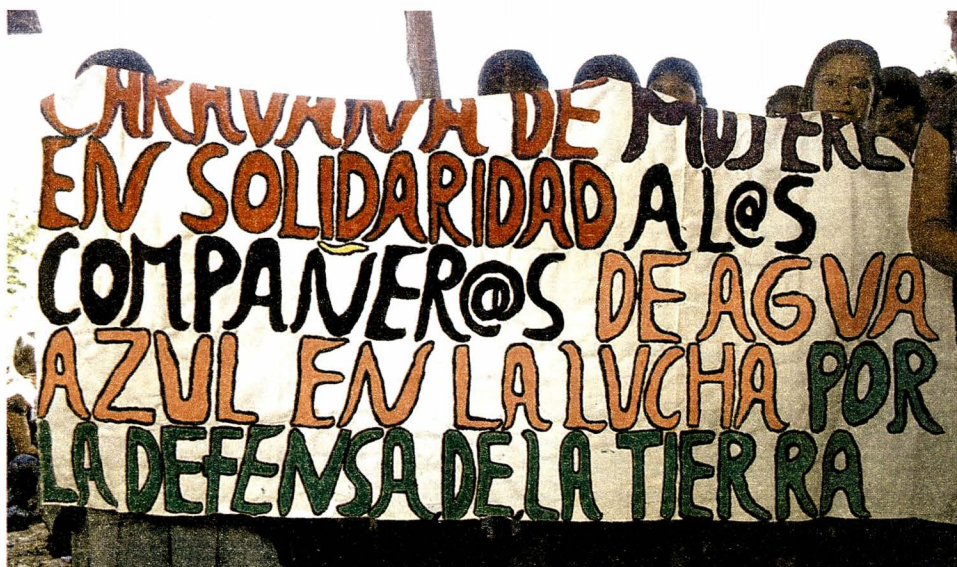
Groupe Pierre-Besnard
de la Fédération anarchiste

1. Soc : Syndicat des ouvriers agricoles (surtout implanté en Andalousie).

2. Plateforme pour une agriculture socialement durable : regroupe des organisations de producteurs agricoles, des syndicats, des associations de consommateurs, des organisations de défense des migrants, des organisations de défense de l'environnement, des organisations politiques et des individus. S'est donné pour objectif de créer des conditions de travail équitables pour l'ensemble des travailleurs de la filière agroalimentaire.

L'État du Chiapas, toujours et encore en guerre contre l'autonomie

L'Autre Campagne en lutte à Bachajón



Guillaume Goutte

Groupe Salvador-Segui
de la Fédération anarchiste

L'Autre Campagne, c'est quoi ?

En juillet 2005, l'Armée zapatiste de libération nationale (EZLN) proclame la Sixième Déclaration de la forêt Lacandone. Après y avoir analysé l'évolution et les réalisations du mouvement zapatiste depuis le soulèvement armé de janvier 1994, l'EZLN annonce, par l'intermédiaire de ce texte, sa décision de passer un cap en dépassant les seuls combats indigènes pour s'ouvrir à d'autres secteurs en lutte de la société mexicaine. Il y est écrit : « Nous allons continuer à lutter pour les peuples indiens du Mexique, et plus seulement pour eux ni rien qu'avec eux, mais aussi pour tous les exploités et les dépossédés du Mexique, avec eux tous et dans l'ensemble du pays. Et quand nous parlons de tous les exploités du Mexique, nous parlons aussi des frères et sœurs qui ont dû partir aux États-Unis chercher du travail pour pouvoir survivre.¹ »

Cet élargissement du mouvement zapatiste se traduit par la création de l'Autre Campagne en septembre 2005, après plusieurs mois de rencontres et de discussions entre les zapatistes et les secteurs vers lesquels ils souhaitent s'ouvrir. Au sein de ce nouveau mouvement, l'EZLN, bien que principal instigateur, n'est qu'un acteur parmi tant d'autre, et ne saurait avoir aucune velléité de contrôle ou de direction.

La première démonstration de ce nouveau mouvement impulsé par les zapatistes

est décidée lors de sa première session plénière officielle, le 16 septembre 2005, et consiste en un voyage de six mois – à partir du 1^{er} janvier 2006 – du sous-commandant Marcos, porte-parole de l'EZLN, à travers tout le pays pour rencontrer les Mexicains qui luttent contre le néolibéralisme et ses avatars.

L'Autre Campagne est donc un vaste mouvement réunissant des individus, des groupes et des organisations diverses, attachés à la lutte contre le néolibéralisme et à la volonté d'inaugurer une nouvelle façon de faire de la politique, autre que celle dictée par les logiques de représentation parlementaire et de prise de pouvoir².

Les enjeux du conflit à San Sebastián Bachajón

Dans la zone d'Agua Azul, où se trouve San Sebastián Bachajón – ejido³ adhérent à l'Autre Campagne – le gouvernement du Chiapas souhaite réaliser un grand projet dit « écotouristique », qui consiste principalement à construire une autoroute allant de San Cristóbal de Las Casas à Palenque, un barrage hydroélectrique sur les cours d'eau d'Agua Azul, Tulijá et Bascán et un Centre intégralement planifié Palenque (en bref, un énorme complexe touristique). Mais pour réaliser pareilles ambitions, les autorités mexicaines ont besoin d'exploiter à leur compte l'ejido de

San Sebastián Bachajón. Depuis, elles essaient, par tous les moyens, d'exproprier les indigènes vivant et exploitant ces terres : intimidations policières, répressions systématiques des actions dénonçant ce projet écotouristique, expulsions forcées, etc.

Face à cela, les habitants de San Sebastián Bachajón, qui refusent de se voir exproprier ainsi sans rien faire, veillent sur leurs terres via un petit guichet à l'entrée des magnifiques cascades d'Agua Azul, dont la beauté n'est pas sans exciter l'appétit touristique-économique de l'État. C'est donc un nouveau bras de fer entre les indigènes et l'État chiapanèque – et, à travers lui, le gouvernement mexicain – qui sévit à San Sebastián Bachajón. Mais derrière ce bras de fer, outre la réussite ou l'échec du projet écotouristique, il y a aussi, et surtout, la question du respect de l'autonomie et de la libre autodétermination des villages indigènes sur les affaires les concernant, parmi lesquelles la gestion et le plein contrôle de leurs territoires. Cette autonomie que les autorités mexicaines ont toujours refusée et qu'elles ne cessent de harceler pour la supprimer.

Les événements de février 2011

Le 2 février 2011, des priistes et des groupes paramilitaires – tous soutenus par l'État chiapanèque – attaquent le guichet d'entrée. Le 3 février, nombre d'habitants de San Sebastián Bachajón, adhérents à l'Autre Campagne, se réunissent à l'entrée des cascades pour discuter des réponses à donner au gouvernement suite à cette attaque. Mais la réunion est de courte durée : des policiers fédéraux et des militaires débarquent, dispersent violemment le rassemblement et procèdent à « des arrestations massives¹ ». Au total, 117 personnes sont arrêtées, de la façon la plus arbitraire qui soit.

Deux jours après, le 5 février, sur les 117 arrêtés, 107 sont libérés. Les dix autres sont transférés à la prison de Playas de Catazajá pour « homicide volontaire, tentative d'homicide, attentat contre la paix, l'intégrité corporelle et le patrimoine de l'État² ». Face à cette incarcération, l'Autre Campagne de Bachajón se mobilise pour obtenir leur libération immédiate.

Le 12 février, cinq agents de l'État se présentent à San José en Rebeldía pour proposer la liberté des prisonniers en échange de l'acquisition définitive et effective de l'accès et du contrôle du guichet d'entrée aux cascades, ce qui ne fait que confirmer l'idée que les arrestations du 3 février n'étaient qu'un moyen de pression sur les habitants en lutte de Bachajón. La négociation échoue, et l'Autre Campagne poursuit sa lutte pour la libération de leurs compagnons. Cette persévérance porte ses premiers fruits début mars où, entre le 3 et le 5, cinq prisonniers sont finalement remis en liberté.

Les 7 et 8 mars, pour obtenir la libération des cinq derniers compagnons enfermés, l'Autre Campagne décide de bloquer la route



Palenque-Ocosingo à San José en Rebeldía, occupation qui sera diabolisée par les grands médias officiels à la botte du gouvernement.

Le 8 avril, 600 habitants de Bachajón reprennent le contrôle du guichet d'entrée aux cascades. En fin de matinée, des policiers fédéraux et des militaires arrivent sur les lieux. À minuit, ils sont plus nombreux que les occupants. Le lendemain matin, le 9 avril, les policiers tirent en l'air, sans aucune autre précaution, et commencent à expulser, toujours avec autant de violence, les occupants. Inquiets pour les enfants présents et les personnes âgées, les résistants de Bachajón décident de se retirer. Le bilan de cette répression matinale laisse cependant présager le pire : trois personnes sont portées disparues, et, depuis, personne n'a de nouvelles...

À ce jour, il reste donc encore cinq compagnons enfermés dans les geôles mexicaines : Mariano Demeza Silvano (âgé de 17 ans), Domingo Pérez Álvaro, Domingo García Gómez, Juan Aguilar Guzmán et Jerónimo Guzmán Méndez. Aux dernières nouvelles, leur incarcération serait, comme l'on pouvait aisément s'en douter, des plus difficiles. Dans une lettre envoyée à l'Autre Campagne, ils disaient être « fatigués des mauvais traitements. Parce qu'ils nous donnent à manger qu'une fois par jour, très peu d'eau, et nous sommes tombés malades à cause de la mauvaise nourriture qu'ils nous donnent et ils ne nous donnent aucun médicament. Et à l'heure des visites familiales, ils n'autorisent pas qu'on nous apporte des aliments et ils fouillent nos proches en les faisant se déshabiller. Pour cette raison, depuis ce pénitencier, nous faisons cette dénonciation publique, que vous puissiez continuer à nous soutenir, et de l'énergie pour la lutte et nous, nous sommes debout dans ce combat pour défendre nos terres pour notre futur, et pas pour le gouvernement³ ».

Et, afin d'obtenir leur libération dans les plus brefs délais, et pour préserver les terres, l'Autre Campagne n'est pas près de lâcher l'affaire. Pour elle, la lutte continue et continuera. Et, pour le coup, laissons-lui le dernier mot de cet article : « Afin que le gouvernement

comprenne bien qu'ici c'est un territoire autonome et pas un endroit pour les projets des transnationales, nous allons défendre nos terres et nos ressources sans se soucier des conséquences, et si nous devons mourir pour cela, il en sera ainsi. Nous sommes dignes, nous sommes les propriétaires originels et légitimes de ces terres, héritage de nos ancêtres. Pour cette raison, nous avons décidé de suspendre l'activité [de blocage de route] que nous étions en train de réaliser et nous allons chercher d'autres alternatives plus dures, afin de continuer à exiger la liberté inconditionnelle de nos compagnons prisonniers politiques.⁷ » **G. G.**

1. Sixième Déclaration de la forêt Lacandone (source : CSPCL).

2. Je n'ai pas la place ici pour nuancer cette dernière affirmation, qui pourtant le mériterait. En effet, vaste rassemblement « de gauche », l'Autre Campagne compte aussi en son sein quelques organisations politiques marxistes-léninistes et d'autres proches des voies parlementaires, et cela malgré l'affirmation, dans la Sixième Déclaration, de la volonté de rompre avec la prise du pouvoir, quelle soit institutionnelle ou armée. Pour une analyse plus poussée de l'Autre Campagne, nous pourrions nous reporter à l'étude de Raul Ornelas Bernal « L'Autre Campagne : hypothèse plébéienne » dans L'autonomie, axe de la résistance zapatiste, Rue des Cascades, 2007.

3. L'ejido est un ensemble de terres dont l'administration, la gestion et la répartition dépendent uniquement de la communauté à laquelle il appartient, c'est une sorte de propriété sociale de la terre.

4. Convocation à la nouvelle campagne « Cinq jours de plus d'action mondiale pour les cinq de Bachajón », lundi 18 avril 2011 (source : CSPCL).

5. Ibid.

6. Cité dans Convocation à la nouvelle campagne « Cinq jours de plus d'action mondiale pour les cinq de Bachajón », lundi 18 avril 2011 (source : CSPCL).

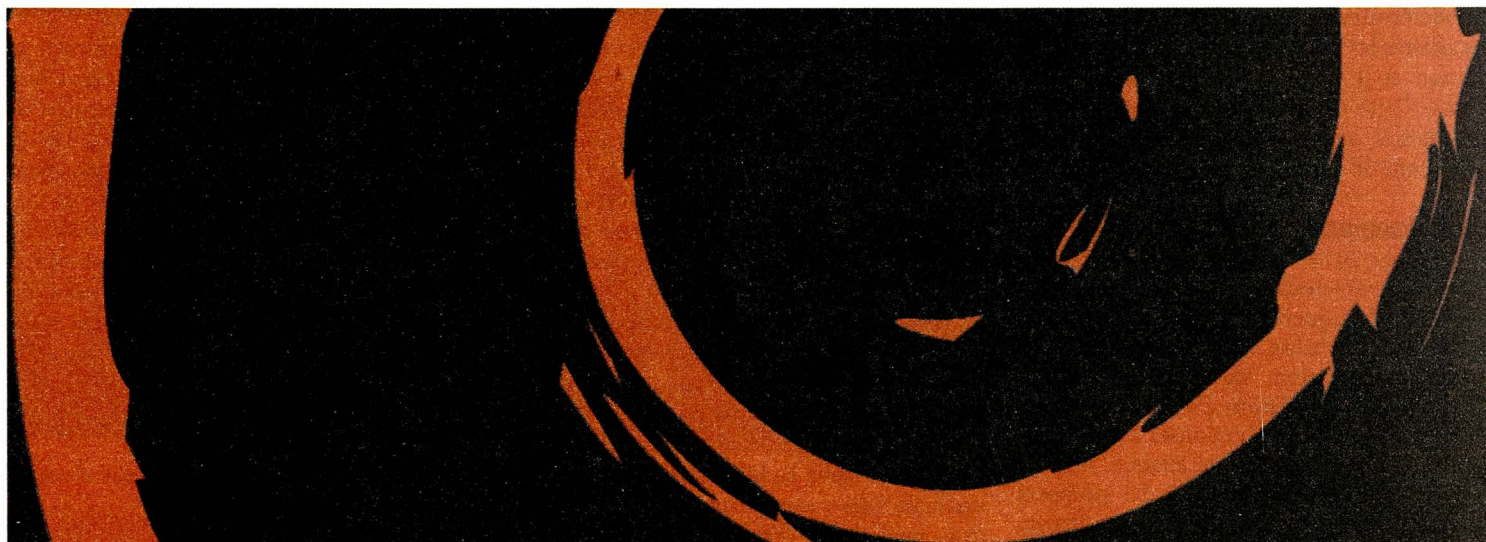
7. Communiqué des adhérents de l'Autre Campagne de Bachajón, Ejido San Sebastián Bachajón, mardi 8 mars 2011 (Source : CSPCL).



Histoire

« Si les anarchistes n'écrivent pas leur histoire, ce sont les autres qui l'écriront à leur place. »
Inconnu

Mutuellistes et collectivistes dans l'Internationale



Claude Fréjaville

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS (AIT), fondée en 1864, est traversée par des courants trade-unioniste, coopérativiste, mutuelliste et se trouvait sous l'influence de diverses écoles socialistes. La section française était mutuelliste et Claude Harmel écrit dans son *Histoire de l'anarchie* que « l'inspiration proudhonienne est évidente, et qui se rattache logiquement à un anarchisme latent, qui en est l'expression peut-être essentielle ». Mais, cette influence n'est pas directement déduite d'une lecture et d'une étude attentive des œuvres anarchistes, mais d'une pratique ouvrière où Proudhon avait lui-même puisé son inspiration. L'influence proudhonienne fut plutôt indirecte.

On pourra toujours discuter à propos des « proudhoniens » puisque Proudhon avait lui-même récusé ce terme, mais il avait aussi, à partir de 1862, tenté de rassembler un « parti » fédéraliste abstentionniste. Après sa mort, en janvier 1865, des socialistes radicaux reprenaient le flambeau anarchiste et diffusaient ses thèmes dans les journaux révolutionnaires de la capitale. On pourrait citer Rive gauche de Charles Longuet qui parut

le 22 janvier 1865 encadré de noir en annonçant la mort du maître en ces termes : « Nous regardons cette perte comme un malheur public et c'est pour nous comme un deuil de famille » ; Le *Courrier français*, fondé par Auguste Vermorel et dont Lefrançais dira : « Un journal vivant et dont les allures rappellent parfois les beaux jours de La Voix du Peuple de Proudhon » ; La *Rue*, créé en 1867 ; Le *Peuple* en 1869, quotidien qui reprenait le titre même de Proudhon ; et *Le Réfractaire*, tous trois créés par Jules Vallès ; L'*Almanach du socialisme fédéraliste* en 1869, rédigé par un ami et ancien collaborateur de Proudhon, Georges Duchêne, avec Chemale, Pierre Denis, Robert Luzarche et Ernest Mouille. L'influence de ce socialisme proudhonien sur les travailleurs est loin d'être négligeable et Édouard Dolleaux le souligne dans son *Histoire du mouvement ouvrier* : « Les membres de la première commission de l'Internationale parisienne sont en relations suivies avec les étudiants du Quartier Latin. » En effet, Vermorel avait ouvert en 1866 les colonnes de son journal à l'AIT qui n'avait pas d'organe de presse. Jules Andrieu animait des cours d'enseignement que fréquentaient

notamment Tolain et Varlin, les futurs chefs de file des deux grands courants de la section française de l'Internationale.

Jean-Louis Puech écrit dans *Le Proudhonisme dans l'Internationale* qu'après les congrès de Bruxelles et de Bâle, «c'est bien l'histoire d'une autre doctrine qu'il faut étudier : celle du proudhonisme dans l'Internationale est terminée», car il limite son étude au premier comité de la section française, dite des Gravilliers (de l'adresse du premier bureau parisien de l'AIT, 44, rue des Gravilliers). Claude Harmel reprendra cette idée dans son *Histoire de l'anarchie*, et les historiens marxistes s'empressèrent de confirmer la fin du proudhonisme dans l'Internationale. Or, le proudhonisme ne saurait se limiter au seul mutuellisme ouvrier des Tolain, Fribourg et Limousin, qui défendaient une position ouvriériste et non spécifiquement proudhonienne. Proudhon n'avait pas ménagé ses critiques au mutuellisme «récemment inauguré par les soixante» et avait écrit à ce propos : «Il y a mutualité et mutualité.» Il se déclarait lui-même fédéraliste et non mutuelliste. Vouloir identifier le proudhonisme au mutuellisme ouvrier et vouloir attacher presque exclusivement l'individualisme de Tolain à la théorie proudhonienne est donc trompeur, surtout que les Gravilliers évoluaient avec ce socialisme fédéraliste que diffusaient les proudhoniens.

Les questions particulières comme l'éducation, l'émancipation des femmes, l'idée de la famille et des grèves doivent être relativisées car elles n'avaient pas l'importance déterminante que l'on voudrait leur accorder aujourd'hui. Il n'y a pas de division bien tranchée entre mutuellistes et collectivistes sur ces questions. «Varlin, écrit Paule Lejeune, s'éloigne de la mentalité proudhonienne dans un autre domaine, celui de la grève.» Or, Proudhon avait admis sa nécessité tout en condamnant son principe revendicatif. Tolain affirmait à Lausanne en 1867 : «La grève est une arme nécessaire quelquefois, mais jamais juste», et Varlin déclarait en 1868 : «L'Association internationale n'admet pas la grève en principe ; elle croit que c'est un moyen anti-économique.» Une évolution certaine des pratiques ouvrières menait à une conception nouvelle, dont la grève générale sera plus tard l'aboutissement. Il faut donc se garder de voir dans ces positions, souvent nuancées et en pleine évolution, de profondes lignes de séparation, comme l'ont fait les historiens soviétiques en distinguant des proudhoniens de droite et de gauche !

Du mutuellisme au collectivisme

Le collectivisme ne se substituait pas au principe mutualiste, mais au mutuellisme «étroit» de certains militants revendiquant un «mutuellisme à la lyonnaise», dont Jean Bancal a très justement rappelé qu'il était «vigoureusement dénoncé par Proudhon». Une très nette déclaration de Bakounine, en janvier 1872, ne laisse planer aucun doute : «Si Tolain, le principal orateur des mutuellistes français dans ces deux congrès [Bruxelles et Bâle], fut exclu plus



tard, et notamment en avril 1871, de la Fédération inter-

nationale de Paris, ce ne fut pas du tout comme mutuelliste, mais comme traître envers cette loi et cet engagement mutuel de solidarité pratique qui est le principe suprême de l'Internationale.» Dans *La Capacité politique*, Proudhon écrit : «Ce que j'ai nommé, l'un des premiers, force de collectivité, est aussi une force économique», et détachait l'association mutuelliste des vues étroites du coopératisme¹. Ainsi, en 1868, le mutuelliste Alfred Briosne manifestait cette tendance dans les réunions publiques, César De Paepe s'en fera l'un des premiers théoriciens au congrès AIT de Bruxelles, Bakounine soutiendra cette doctrine, en concurrence directe avec le communisme, au congrès de la Ligue de la paix et de la liberté à Berne, et James Guillaume en revendiquait la paternité au nom de la Fédération jurassienne. Bakounine avait souligné cette évolution dans un exposé sommaire qu'il consacra à l'Internationale en Belgique, où il reconnaissait que le communisme français était une «forme primitive et inachevée du socialisme révolutionnaire». L'historien de la Commune Albert Ollivier reconnaît que «ce collectivisme cependant ne se pose pas en contradiction absolue avec le proudhonisme. Il conserve le mutuellisme, qu'il prétend organiser plus largement et rationnellement».

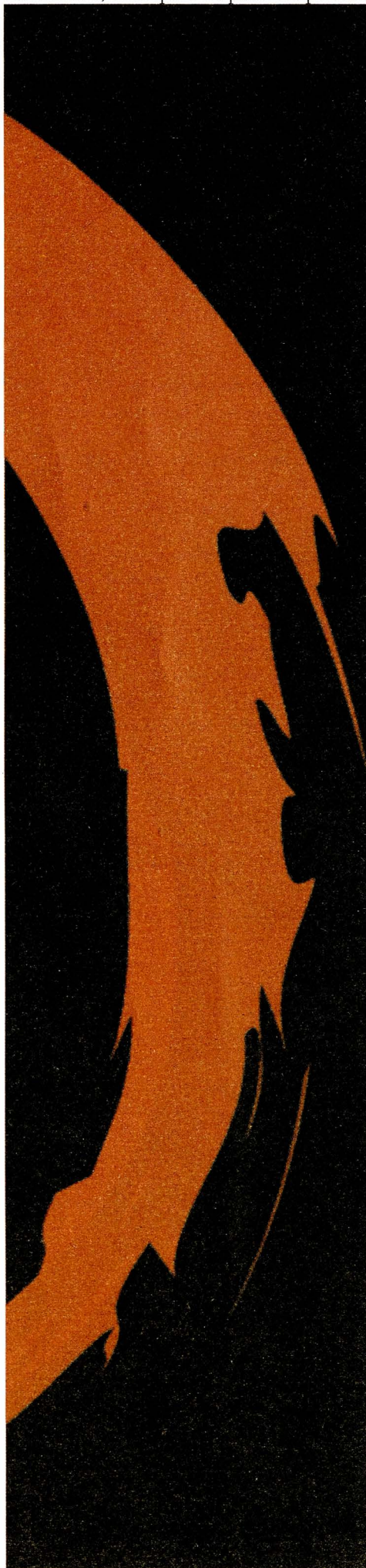
Le congrès de Bruxelles en 1868 marquait une nette victoire du proudhonisme dans l'AIT et Bakounine s'en fera, dès lors, le propagandiste acharné. Il reprendra ainsi, à son compte, l'idée du congrès, «qui a proclamé la propriété collective du sol et le crédit gratuit, c'est-à-dire la propriété collective du capital, comme conditions absolument nécessaires de l'émancipation du travail et des travailleurs». En soutenant l'idée collectiviste, il évoquait Proudhon : «L'esprit du plus grand génie de la Terre n'est-il point toujours rien que le produit du travail collectif, intellectuel aussi bien qu'industriel, de toutes les générations passées et présentes? [...] Vous seriez bien embarrassés s'il vous fallait établir le taux des produits intellectuels du génie. Ce sont, comme Proudhon l'a fort bien observé, des valeurs incommensurables.» Et, c'est en effet Proudhon qui écrivait, dès 1840, dans *Qu'est-ce que la propriété?* : «Tout capital, soit matériel soit intellectuel, étant une œuvre collective, forme par conséquent une propriété collective.» Au congrès de Bâle en 1869, c'est le collectivisme anarchiste qui triomphait dans l'Internationale. À la quatrième question, relative aux sociétés de résistance, la commission préconisait l'organisation fédérative des communes et des corporations dans un esprit purement anarchiste : «Le gouvernement est remplacé par les conseils de corps de métiers réunis, et par un comité de leurs délégués respectifs, réglant les rapports du travail qui remplaceront la politique.» Collectivistes et mutuellistes étaient sur ce point du même avis. C'est même un mutuelliste, Jean-Louis Pindy, qui sera le rapporteur d'une idée qu'il avait partagée avec Eugène Hins, devenu collectiviste, et qui reprenait le projet de Proudhon d'une double fédération.

Le collectivisme anarchiste

En écrivant, à la demande de Ross, une étude

sur Proudhon, Marx et le collectivisme, James Guillaume révélait la dimension proudhonienne du collectivisme anarchiste. L'ouvrage fut publié à Londres en 1874, et s'intitulait *L'Anarchie* selon Proudhon. Extrêmement rare – « le seul exemplaire que nous connaissons, écrit Lehning, se trouve au British Museum » –, nous citerons le texte d'après l'avant-propos qu'a publié Arthur Lehning dans l'introduction du volume VI des archives Bakounine, car ce dernier fut, selon l'historien, l'auteur probable de cette introduction. Ce texte nous renseigne sur le rapport de Bakounine à la pensée proudhonienne et met aussi en évidence les malentendus qu'il entretenait avec celle-ci. Contre les pseudo-proudhoniens bourgeois, Bakounine entendait continuer l'anarchie, et seulement l'anarchie, qui constituait « l'essentiel de ses conceptions théoriques » en se gardant des « bizarreries de Proudhon ». « Nous nous bornerons, écrivait-il, à ne commenter que la partie des théories de Proudhon qui, reprises dans le programme de l'Association internationale des travailleurs, sont entrées dans la vie sociale. » Son commentaire est alors précieux, notamment pour l'historien des idées : « Proudhon, poursuit Bakounine, par aversion pour le communisme autoritaire, en était venu, d'une part, à conserver la propriété individuelle, mais en même temps, il avait conscience de l'inconvénient de ce mode et il pressentait la nécessité et la possibilité d'une telle organisation qui, tout en ne versant pas dans le communisme autoritaire, c'est-à-dire dans la propriété étatique, abolirait néanmoins la propriété individuelle. Cette organisation, dont nous trouvons ainsi la première expression dans les contradictions mêmes de Proudhon, où elle apparaît comme un concept erroné et instinctif, c'est le collectivisme. » Cette nette reconnaissance du collectivisme proudhonien est d'une importance considérable, non pas vraiment du point de vue théorique, car l'analyse de Bakounine demeure superficielle, mais par la formidable reconnaissance de la lignée proudhonienne qui contredit ceux qui prétendent avoir constaté la fin du proudhonisme dans l'Internationale. Bakounine reconnaît même « que Proudhon n'a pas entièrement répudié la forme révolutionnaire de l'action », alors qu'il ne tient pas compte du retour révolutionnaire de Proudhon en 1862-1863, son engagement abstentionniste et sa théorie de l'« autogestion » ouvrière. James Guillaume soutiendra cette expression du collectivisme anarchiste, notamment en faisant face aux marxistes, lors du fameux congrès de la Haye en 1872. Le Jurassien exposait avec clarté et conviction sa position : « La qualification d'abstentionniste, dont on nous gratifie trop volontiers est vraiment inexacte. Nous sommes, non pas abstentionnistes, mais partisans d'une politique particulière, la politique négative, celle du prolétariat, qui doit aboutir à la destruction de la politique bourgeoise. Nous ne voulons pas agir en commun avec la bourgeoisie ; en cela consiste notre politique ouvrière qui s'apaise, par notre seul retrait, tout l'édifice bourgeois. [...] Étant fédéralistes, nous repoussons cette conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière, nous contentant, ce qui nous semble plus fécond, de pratiquer cette abstention préconisée par Proudhon, dont certains membres du Conseil général ont été autrefois partisans. » Cette dernière remarque visait Charles Longuet, qui se défendra avec une mauvaise

foi évidente, mais que l'on peut comprendre



au regard de sa nouvelle situation familiale, puisqu'il était devenu le gendre de Karl Marx.

Le conflit qui avait pris dans l'Internationale la forme personnalisée de la relation Marx-Bakounine, avait son origine dans les luttes sociales et antipolitiques que l'anarchisme proudhonien avait portées jusque dans la Commune de Paris. Guillaume, traçant les deux voies prises par ce mouvement, donnait dans un excellent article du Bulletin de la Fédération jurassienne cette intéressante explication. Il faut « considérer le socialisme autoritaire et le socialisme anarchiste, non pas comme deux frères ennemis, mais comme deux phases successives de l'idée socialiste. Pour nous, socialistes révolutionnaires, ralliés autour du drapeau de la Commune, nous ne sommes plus jacobins [...]. L'idée antigouvernementale, anti-autoritaire, a fait son chemin en France et dans les pays où les traditions historiques sont identiques, en Belgique, en Espagne, en Italie, dans la Suisse française. Elle a remplacé l'ancien dogme jacobin du gouvernement populaire, et elle s'est affirmée d'une manière éclatante par la révolution du 18 mars 1871 ».

La prétention marxiste d'avoir éliminé les proudhoniens de l'Internationale est, à cet égard, une pure escroquerie politique. Max Nettlau avait, quant à lui, souligné « la synthèse du collectivisme et du mutuellisme qui s'élaborait au sein de l'Internationale », et quand Jacques Langlois s'emploie à réactualiser la pensée proudhonienne, nous redécouvrons toute la complexité et la pertinence de ces théories mutuellistes-collectivistes où « le politique y correspond aux fonctions de relation et non de domination ».

C.F.

1. Voir Jacques Bouché-Mulet, *Le Mouvement coopératif et mutuelliste sous le Second Empire*, Cahier de l'Atelier Proudhon, EHESS, 1993.

Louise Michel

en Nouvelle Calédonie

SOUVENIRS ET AVENTURES DE MA VIE. C'est sous ce titre que *La Vie populaire* a publié en 1905 un feuilleton sur la déportation de Louise Michel au bagne de Nouvelle-Calédonie. Docu-fiction avant l'heure, ce document à la gloire de l'héroïne de la Commune de Paris, figure de proue de l'anarchisme, a été réédité pour la première fois par les éditions Maiade.

C'est peu dire que Louise Michel (1830-1905) eut une vie mouvementée et exemplaire. Son vif engagement lors de la Commune de Paris lui valut d'être déportée en Nouvelle-Calédonie en 1872. Elle y resta jusqu'à l'amnistie générale décrétée en 1880. C'est cette période qui est brossée dans le récit publié dans *La Vie populaire* à peine quinze jours après sa mort, le 9 janvier 1905, des suites d'une pneumonie. «Journal hebdomadaire de romans», *La Vie populaire* offrait gratuitement le premier numéro du long feuilleton à suivre tous les vendredis.

Entre contes, poèmes, mémoires, conférences, articles, etc., Louise Michel avait la plume facile. Néanmoins, des doutes planent sur l'auteur ou les auteurs du feuilleton post-mortem. À cours d'argent, Louise Michel correspondait par exemple avec un certain Arnould Galopin, auteur de romans d'aventures à épisodes comme la Belle Époque en produisait. Certes, nous retrouvons là des faits historiques incontestables, mais ils côtoient à l'occasion des récits probablement inspirés par les faits divers de l'époque. Quoi qu'il en soit, la qualité de cette œuvre romanesque a sans doute compté en son temps pour renforcer l'aura de Louise Michel, une femme légendaire déjà de son vivant.

Présenté par l'éditeur de 1905 comme «le journal vécu d'une femme de cœur», ces souvenirs comportent trois parties : «Les journées rouges de la Commune», «Les jours noirs de l'exil», «Le triste exode anarchiste». Un avertissement prévient les lecteurs : «Ceux qui liront ces pages émouvantes pourront se convaincre que le but de toute la vie de la Grande Proscrite n'a été que de diminuer les haines entre les hommes, et qu'elle n'a jamais rêvé autre chose que la grande concorde et la fraternité universelle.»

L'histoire commence avec l'entrée des Versaillais dans Paris le 21 mai 1871. Un massacre. Trente mille morts selon Lissagaray. C'est la Semaine sanglante. Suit une litanie de procès truqués et expéditifs. On emprisonne des innocents, on sépare mères et enfants, on

fusille même des aveugles. Pour ses juges, Louise Michel est une «louve avide de sang». «Si vous n'êtes pas des lâches, tuez-moi !» leur cria-t-elle. Le Conseil de guerre la condamna à la déportation. Commença un terrible périple carcéral. Satory, Versailles, Arras, Versailles encore, Auberive, La Rochelle... La matricule 2182 raconte que les bourgeois versaillais bien habillés venaient visiter les prisonniers comme on va au zoo. Sales et affamés, les communards agglutinés sur des tas de paille souillés étaient vus comme des fauves.

C'est à bord de *La Virginie* que Louise Michel arriva en Nouvelle-Calédonie après cinq mois de voyage. La pétroleuse n'avait pas fini de se frotter à l'arbitraire des gardes-chiourme. Pour son bonheur, en plus des retrouvailles avec d'anciens compagnons, elle devait faire la connaissance du peuple canaque, ces «nègres d'Océanie» selon le vocabulaire d'alors. Face à la férocité de l'administration pénitentiaire, le choix de Louise fut simple. Aux gardes-chiourme décrits comme des hommes civilisés, elle préféra évidemment se prendre d'affection pour les Canaques présentés comme des sauvages.

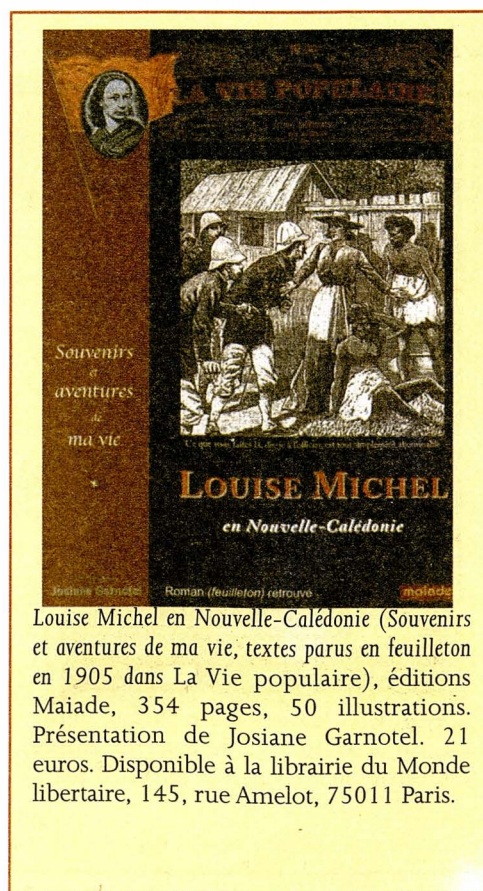
Louise voulut mettre sa fibre d'institutrice au service de ses nouveaux amis. Les autorités voyaient d'un très mauvais œil l'amitié qui naissait entre cette quasi-sorcière et une bande d'anthropophages. De rudes guerriers qui la protégeaient parfois des surveillants en lui faisant une garde d'honneur. Les cours se faisaient donc à l'abri des regards sous les arbres, dans les grottes. À Nouméa, les Canaques préféraient braver l'interdiction, donc subir le fouet, plutôt que de rater la classe. On reprochait à la combattante de mettre des idées ridicules d'émancipation dans la tête des indigènes.

Le récit écrit à la première personne fourmille d'événements poignants (les tentatives de belles avortées, les supplices infligés aux communards, la révolte des Canaques réprimée dans le sang, les trahisons, les bras de fer avec l'administration, l'évasion d'Henri Rochefort, l'exploitation coloniale, le marché noir, les exécutions capitales...), de combats pour défendre tous les naufragés de la vie (humains, mais aussi chiens, chats, albatros, pigeons...), d'anecdotes cocasses. Mêlons à ça l'univers que nous avons aperçu dans le film de Solveig Anspach consacré à Louise Michel et nous obtenons un roman

d'action exotique et lyrique de belle facture. Les passages qui relatent les liens qui unissaient Louise à sa mère, qu'elle vouvoyait tendrement, ne sont pas les moins attachants.

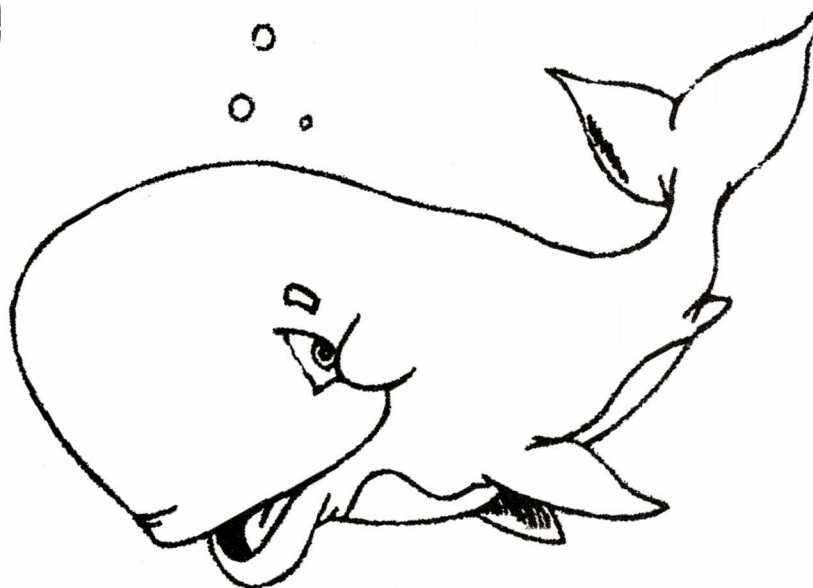
Des larmes, de rage ou de peine, la bonne Louise a dû en verser des litres sur la cruauté des hommes. Elle en versa aussi probablement, paradoxalement, en quittant la Nouvelle-Calédonie. Déchirée entre la tristesse de quitter des êtres chers et la joie de retrouver les anciens. C'est ce que le feuilleton suggère. Ces vrais-faux souvenirs qui auraient été écrits pendant la tournée de conférences que la rebelle donna en Algérie sont à lire au moment où l'on commémore l'anniversaire de la Commune de Paris (18 mars-28 mai 1871). L'ouvrage a passionné des lycéens limousins qui lui ont décerné un prix. Bravo. Mieux vaut en effet avoir Louise l'insoumise comme héroïne plutôt que telle ou telle starlette à deux balles. Vive la Commune !

Paco



Louise Michel en Nouvelle-Calédonie (Souvenirs et aventures de ma vie, textes parus en feuilleton en 1905 dans *La Vie populaire*), éditions Maiade, 354 pages, 50 illustrations. Présentation de Josiane Garnotel. 21 euros. Disponible à la librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris.

Une baleine au théâtre



SPECTACLE FABULEUX de ce printemps au Vingtième Théâtre, 7, rue des Plâtrières (75020 Paris, métro Ménilmontant) qui mérite d'être repris tant il sort du rang.

Un véritable opéra, avec ses trois comédiens-chanteurs – et de surcroît danseurs, en particulier Amala Landré –, dont Jonathan Kerr est le compositeur.

La musique est d'un romantisme moderne, tout en lyrisme mélancolique ou en accélérations et halètements, épousant les émotions et la progression tragique.

Kerr reconnaît avoir circonscrit ses emprunts au roman à la confrontation du capitaine Achab et de la baleine.

Ce qui lui permet de mettre en lumière la dimension symbolique de cette quête. Celle d'un aventurier sans attache, qui ne reconnaît « ni dieu ni maître », et celle d'un monstre de légende incarnant cet infini dont la perspective, selon des modes variés, hante tous les hommes.

Les métaphores amoureuses peuplant les chants dédiés à la baleine mythique, qu'Achab appelle sa « belle Andalouse » (interprétée par Amala Landré, gracieuse, élégante et dotée d'un timbre de voix très prenant), montrent le caractère absolu, irrémédiable et donc fatal du lien.

Cette partie chantée, majeure dans le spectacle, est soutenue par d'excellentes musiciennes : deux harpistes en alternance, Marianne le Mentec et Laurence Bancaud, une violoncelliste, Johanne Mathaly, et une accordéoniste Crystel Galli.

La mise en scène d'Erwan Daouphars est très sobre, jouant essentiellement sur les éclairages, les transparences de rideaux où disparaît et réapparaît Moby Dick, et un espace scénique délimité par des plaques en acier, avec des modules suggérant les cabines, le pont du navire, entre les pôles de miroirs où tour à tour le capitaine et le matelot Ismaël viennent contempler leur déroute comme leurs espérances.

Jonathan Kerr sait moduler sa voix jusqu'à l'extinction de souffle, danse lui aussi avec sa jambe raide, joue des mains et des postures les divers états de sa passion.

Tous ces acteurs, comme le précise la fiche du spectacle, ont un riche passé de création multiforme et de succès sur des scènes diverses. Pour Kerr, signataire d'un manifeste pour un théâtre musical populaire, depuis les cafés des ports, d'où il voulait s'embarquer pour la grande aventure, jusqu'à l'Olympia. Pour Amala, du théâtre du Ranelagh au Lapin Agile. Les chansons de Laurent Malot ont obtenu aussi divers prix prestigieux.

Un bilan des échecs littéraires de Melville, incarné par Malot, encadre le spectacle, faisant écho aux sombres pronostics d'Achab sur les errances et l'affadissement du monde à venir.

Un spectacle très inspiré, qui fera date par cette convergence de talents, d'une recherche exigeante, fidèle au classique de la littérature américaine, et d'un délire transcendant celui-ci sans le trahir.



Moby Dick, le Chant du monstre. Théâtre musical, par la compagnie du Bateleur, adapté du roman de Melville par Jonathan Kerr.

**C'est pas
du cinoche!**

Pinot simple flic

22 v'là les keufs ! À pieds, en vélo, en roller... non, ce ne sont pas des écolos dont on parle, mais de la flicaille. Guéant, qui n'est plus à une connerie près, veut relancer des patrouilles de police « au contact » de la population, des flics « bien visibles ». Bien entendu, il est interdit d'appeler ça de la police « de proximité », vu que celle-ci, mise en place par la gauche, attachée elle aussi à l'État policier, a été supprimée par la droite. Mais ça consiste à remettre la même chose avec un nom différent. Les « patrouilleurs », ça s'appelle. Avouez que ça en jette. On en tremble déjà. C'est presque aussi beau que les « voltigeurs » de Pasqua, qui s'y connaissait en poésie policière.

Le hussard sur le toit

Il y a quelques années de ça, un gugusse d'extrême droite, en essayant de fuir la police qui, pour une fois, ne les défendait pas, s'était réfugié sur les toits de paris et avait fini par s'écraser au sol. C'était un 9 mai. Depuis, tout ce que l'Hexagone compte de fachos, bas du front et autres nuisibles commémorent ce mort érigé en martyr. Hasard du calendrier, cette fois, cette manifestation nauséabonde devrait tomber le dimanche 8 mai. Nous invitons donc tous les antifascistes et libertaires à surveiller les infos sur cet événement...

Les sentiers de la gloire

Après le borbier afghan, le borbier libyen. « Humanitaires » ou pas, les guerres, toujours faites pour ne pas durer, ça dure toujours, en fait. Contre la crise, y'a que ça de vrai : vendre des armes... puis intervenir contre ceux à qui on en a vendu !

Lost in translation

Le Cats (Collectif anarchiste de traduction et de scannerisation) de Caen a été créé en janvier 2011. Il a pour but de traduire en français des textes en rapport avec l'anarchisme. Ce collectif a aussi pour mission de numériser des textes en français mais introuvables sur internet. Vous pouvez contacter cette initiative des plus intéressantes : catscaen@voila.fr

Bibo

MANIF POUR L'AUTOGESTION

★★★ Une alternative sociale, ça se construit !

PARIS 21 mai
2011

14H métro Belleville



Une initiative de la FEDERATION ANARCHISTE
www.federation-anarchiste.org

Souscription pour La conquête du pain

La Conquête du pain, vous connaissez ? C'est une boulangerie bio et autogérée à Montreuil. Depuis six mois, en plus de fabriquer et de vendre du pain dans sa boutique, elle le distribue dans les réseaux alternatifs, notamment les Amaps. Mais ce n'est pas tout : c'est elle qui fournit le pain aux concerts et aux soirées militantes, c'est elle qui, grâce à sa caisse de grève, a envoyé du pain à la raffinerie de Grandpuits ou au centre d'incinération de Saint-Ouen. C'est aussi elle qui en a fourni lors de plusieurs soirées de soutiens aux Roms de Montreuil ou, dernièrement, aux grévistes de l'hôpital Debré.

Et la Conquête du pain, c'est aussi une bibliothèque, une table de presse... Tout ça dans une vraie boulangerie. Pour perdurer, il nous faut rénover ce local, et notamment racheter un four – le nôtre étant vieux – et faire des travaux dans le fournil pour le mettre aux normes. Mais, pour ça, il nous faut des sous, beaucoup de sous. Le four, par exemple, coûte 32 000 euros hors taxe. C'est pourquoi nous appelons à une souscription pour nous aider à faire ces aménagements. Merci d'avance et à bientôt.

Les chèques sont à adresser à : La Conquête du pain, 47, rue de la Beaune, 93100 Montreuil. Ordre : « La Conquête du pain ».

La Conquête du pain



Jeudi 28 avril

Radio cartable (14 h 00) La radio des enfants des écoles d'Ivry-sur-Seine.

Si vis pacem (18 h 00) Fêter le travail ou la paix ? De l'exploitation à la prise de conscience.

Les enfants de Stonewall « Sida bla bla » (19 h 30)
Émission d'Act Up-Paris

Vendredi 29 avril

Zones d'attraction (11 h 30) Philosophie, Witz, performance.

Place aux Fous Musique (13 h 00) So Was The Sun Rock. Un des projets musicaux de Palem qui, quand il n'anime pas les Rendez-Youx soniques sur Radio libertaire (la plus rebelle des radios), aime à se casser la voix dans un micro et se fracasser les doigts sur les cordes d'une guitare. Et franchement, le résultat est excellent.

Les oreilles libres (14 h 30) Nous recevons Gilles Broussard pour une performance en direct des studios, avec ses invités. Seront également présents des membres du collectif Négatif, ainsi que Fabien Rennet pour nous parler de cinéma dit « expérimental ».

Samedi 30 avril

Réveil Hip-Hop (23 h 00) Culture rap

Chronique syndicale (11 h 30) 11 h 30-12 h 30 : *Histoire secrète du patronat (1945 à nos jours)* de D. Servenay (Éditions La Découverte); 12 h 30-13 h 30 : chronique juridique : droit social et médecine du travail.

Chroniques rebelles (13 h 30) *Dérives* pour Guy Debord, sous la direction de Jacob Rogozinski et Michel Vanni (Éditions Van Dieren). Avec Jacob Rogozinski et David Zerbid. Aujourd'hui, où le spectacle envahit toutes les dimensions de notre vie, nous avons plus que jamais besoin d'une critique de l'aliénation spectaculaire.

Dimanche 1^{er} mai

Folk à lier (12 h 00) Musiques traditionnelles.

Chants/Contrechamps (15 h 30) L'actualité cinéphilie et musicale. Les films : *Pina* de Wim Wenders, *L'Étrangère* de Feo Aladag, *Il était une fois un meurtre* de Baran Bo Odar, *John Rabe, le juste de Nankin* de Florian Gallenberger, *La Solitude des nombres premiers* de Saverio Costanzo, *L'Autobiographie de Nicolae Ceausescu* de Andrei Ujica, *All that I love* de Jacek Borcuch, et bien d'autres.

Lundi 2 mai

Les Enfants de Cayenne (09 h 00) Deux heures de pure politique 100 % révolutionnaire, avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.

Lundi matin (11 h 00) L'actualité passée au crible de la pensée libertaire.

Trous noirs (16 h 00) Alternatives anarchistes en actes en Amérique du Nord et en France, avec Normand Baillargeon, enseignant libertaire au Québec, et René Berthier.

Mardi 3 mai

L'idée anarchiste (14 h 30) Réflexions sur l'anarchisme.

Les amis d'Orwell (16 h 00) Une émission contre les techniques de surveillance et les systèmes de contrôle des individus.

Pas de quartier (18 h 00) Invité : Thierry Maricourt, à l'occasion de la sortie de son ouvrage *Robert Desnos, vous mettez sur ma tombe une bouée de sauvetage. Parce qu'on ne sait jamais* (éditions Oskar).

Ça booste sous les pavés (22 h 30) Scène culturelle alternative. L'émission qui tue tout.

For a Few Sixties More (00 h 30) Musique jamaïcaine des années soixante.

Mercredi 4 mai

Blues en liberté (10 h 30) Robert Wilkins, du blues au gospel.

Sans toit ni loi (12 h 00) Émission sur les mallogés et la précarité.

Le manège (14 h 00) Littérature & cinéma.

Kontroverss (17 h 00) Hip-hop.

Femmes libres (18 h 30) Femmes qui luttent, femmes qui témoignent.

Ras les murs (20 h 30) Émission d'informations et d'analyses, avec lecture du courrier des prisonniers, sur la situation actuelle de la prison et de la justice.

Les Rendez-Youx soniques (00 h 30) Le magazine libertaire du rock.



Jeudi 28 avril

Merlieux (02)

De 18 à 21 heures. Rencontre-débat avec Dominique Manotti à la Bibliothèque sociale, animée par le groupe Kropotkine de la Fédération anarchiste. Cette auteure qui marie si bien actualité et polars sort, avec Doa, *L'Honorable société* (Gallimard, 2011). Table de presse. Apéro dinatoire. 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 17 09. kropotkine02@no-log.org

Samedi 30 avril

Paris XI^e

16h30. Débat la Tunisie après la révolution animé par Mohamed du groupe Pierre-Besnard de la Fédération anarchiste à la Librairie du Monde libertaire. M^o Oberkampf ou Filles-du-Calvaire. Entrée libre.

Paris XX^e

15 heures. Gérard Dhotel, auteur de *Louise Michel «Non à l'exploitation!»* (Actes Sud Junior), vient nous parler de cette grande dame et dialoguer avec le public sur la modernité de ses combats. Bibliothèque Louise Michel, 39, rue des Haies, M^o Maraîcher, Buzenval. Entrée libre.

Dimanche 1^{er} mai

Arras (62)

la Fédération anarchiste sera présente au stand des Éditions libertaires pendant la durée du Salon du livre d'Arras.

Chambéry (73)

8h30. Comme chaque année, la cantine autogérée La Marmite s'installera en haut du parc du Buisson Rond. Rejoignez-nous pour la préparation du repas sur place d'un repas végétarien/vegan, bio et à prix libre à partir de 12 heures. Tables de presse et livres. Plus d'infos: www.FA73.lautre.net

Paris XVII^e

19 heures. Après les manifs... «Premier mai, jour Ferré», 5^e édition. Avec Serge Utgé-Royo, Nicolas Mourer, Annick Cisaruk, Henri Courseaux, Nathalie Solence, Enrico Médail, Michel Hermon, Philippe Guillard... En présence de Marie Ferré. À L'Européen, 5, rue Biot, M^o Place-de-Cligny. 01 43 87 97 13.

Mardi 3 mai

Saint-Denis (93)

19 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. Cycle: Psychiatrie et antipsychiatrie. Première rencontre/débat: Histoire de la psychiatrie. Présentation de Jacques Lesage de La Haye. Bourse du travail de Saint-Denis, 9-11, rue Genin, M^o ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Jeudi 5 mai

Saint-Jean-en-Royans (26)

20h30. De Tchernobyl à Fukushima: un débat sur l'opacité du nucléaire, avec Roland Desbordes, président de la CRIIRAD. Organisé par le groupe La Rue rôle de la Fédération anarchiste. Entrée libre. À la Maison du Royans, 29, rue Pasteur. Contact: laruerale@no-log.org

Alès (30)

20h30. La LDH Alès et le groupe Gard-Vaucluse de la Fédération anarchiste organisent une conférence publique sur *L'Affaire Colonna, une parodie de justice* (éditions Bayol) avec Gérard Amaté, l'auteur. 23, rue Faubourg-d'Auvergne. Entrée libre.

Paris XII^e

19 heures. Projection débat du film *D'égal à égales*, de Christophe Cordier et Corinne Mélis, en présence de Corinne Mélis, à la Maison des associations, 181, avenue Daumesnil, 75012 Paris, M^o Daumesnil ou Montgallet. Soirée organisée par le Raifire. Ce film présente l'engagement de femmes syndicalistes immigrées ou issues de l'immigration en France aujourd'hui. Entrée libre.

Vendredi 6 mai

Paris XI^e

16h30. Patrick Schindler viendra dédicacer son livre *Arthur Rimbaud* à la Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, M^o Oberkampf ou Fille-du-Calvaire. Entrée libre.

Paris XVIII^e

19h30. Notre compagnon (et plume assidue du *Monde libertaire*), Mohamed, viendra animer un débat au local du groupe Louise-Michel à propos des événements récents et à venir de l'autre côté de la Méditerranée: Tunisie, Algérie, Maroc, Lybie, Égypte et pourquoi pas Moyen-Orient... 10, rue Robert-Planquette, M^o Blanche ou Abbesses. Entrée libre et gratuite.

Carpentras (84)

19h30. Le collectif Débats philosophiques et l'Espace Fenouil organisent un débat sur le thème: État de la distribution de la presse en France, avec Ramón Pino (ancien kiosquier parisien). Espace Fenouil, 114, rue Fenouil. Suivi d'un buffet dinatoire (participation aux frais: 7 euros à régler au plus tard le 2 mai à Suzanne Rubio, 31, impasse de la Cordée ou à l'Espace Fenouil. Réservation préférable à l'Espace Fenouil: 04 90 63 15 21 ou auprès de Suzanne Rubio: 04 90 63 47 40.

Samedi 7 mai

Merlieux (02)

18 heures. Projection du film *Water makes money* suivie d'un débat sur la privatisation de l'eau. À la Bibliothèque sociale, 8, rue de Fouquerolles. Renseignements: 03 23 80 17 09. Entrée libre et gratuite.

Marseille (13)

17 heures. Débat organisé par le Centre international de recherches sur l'anarchisme (Cira): État de la distribution de la presse en France, avec Ramón Pino (ancien kiosquier parisien). 3, rue Saint-Dominique (angle place des Capucines). 09 50 51 10 89. Cira.marseille@free.fr

Le Mans (72)

16 heures. Café libertaire organisé par le groupe lairial: Les pratiques libertaires actuelles sont-elles autogestionnaires? L'Épicerie du Pré, 31, rue du Pré.

Saint-Denis (93)

15 heures-17 heures. La Dionysversité, Université populaire de Saint-Denis. La Dionysversité au Musée de Saint-Denis. Michel Zévaco, *De cape noire et d'épée rouge*. À l'issue de cette conférence-débat, Laurent Bihl dédicacera son ouvrage *De cape noire en épée rouge*, sélection et présentation des articles révolutionnaires de Michel Zévaco (Éditions Ressouvenances). Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, 22bis, rue Gabriel-Péri, M^o ligne 13, Porte-de-Paris, ou RER D. Entrée libre.

Paris XI^e

15 heures. Élisée Reclus, géographe et visionnaire. Rencontre avec Jean-Didier Vincent, auteur de *Élisée Reclus: géographe, anarchiste, écologiste* (Robert Laffont, 2010). Bibliothèque Faidherbe, 18, rue Faidherbe, M^o Faidherbe-Chaligny. Entrée libre.

Mercredi 11 mai

Paris XII^e

19 heures. Projection débat du film *Remue-ménage dans la sous-traitance*, en présence de la réalisatrice Ivora Cusack. Maison des ensembles, 3-5, rue d'Aligre, M^o Ledru-Rollin, Gare-de-Lyon. Organisé par le Raifire. Ce film présente la lutte des ouvrières de la société Arcade à Paris. Entrée libre.

Samedi 14 mai

Paris XX^e

Après-midi Proudhon. 14h30-15h30: projection du documentaire d'Anne Argouse et Hugues Peyret, *Où est passé Proudhon?*. 15h30-17 heures: réunion-débat, organisée par la Société P.-J. Proudhon à l'occasion de la parution du *Dictionnaire Proudhon*. Lieu-dit 6, rue Sorbier.



DEPART 12H PLACE DES FETES

MANIF

ANARCHISTE

1^{ER} MAI  **PARIS**

FEDERATION ANARCHISTE